
SARL Conseil Promotion Investissement

PC 03403304 0009

Domaine du Château - 7 MAI 2004
à Boisseron

EQUIPEMENT
- 3 JUIN 2004
Subdivision de LUNEL

**DOSSIER DE DECLARATION AU TITRE
DES ARTICLES L.214-1 A L.214-6 DU
CODE DE L'ENVIRONNEMENT**



SOCOTEC
ENVIRONNEMENT
LANGUEDOC ROUSSILLON

Dossier PR 7649/1

Mai 2004

Modifié Décembre 2004

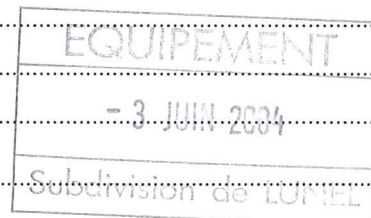
SOMMAIRE

PC 03403304 0009

7 MAI 2004

PAGES

PREAMBULE	3
NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR	5
EMPLACEMENT SUR LEQUEL L'OPERATION DOIT ETRE REALISEE	7
NATURE, CONSISTANCE, VOLUME ET OBJET DE L'OPERATION ENVISAGEE - RUBRIQUES CONCERNEES DE LA NOMENCLATURE	9
1. Nature, Consistance, Volume et Objet	9
2. Rubrique de la nomenclature	10
INCIDENCE DE L'OPERATION	11
1. Analyse de l'état initial	11
1.1 Le milieu physique	11
1.2 Le milieu naturel	18
1.3 Usages de la ressource en eau	21
1.4 Planification et gestion des ressources en eau	21
2. Incidence de l'opération	23
2.1 Incidence de l'opération en phase chantier	23
2.2 Incidence de l'opération pendant la phase exploitation	24
3. Mesures compensatoires envisagées	28
3.1 Phase Chantier	28
3.2 Phase Exploitation	29
4. Compatibilité avec le SDAGE	34
5. Compatibilité avec le SAGE	35
6. Compatibilité avec les objectifs de qualité prévus par le décret du 19 décembre 1991	36
LES MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION	37
1. Les moyens de surveillance	37



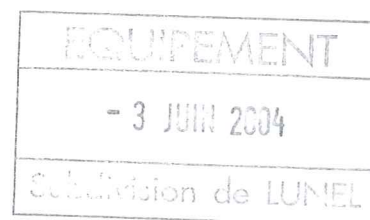
Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau	Page 1
Référence : 04.276/BEN/SB	Domaine du Château	Date : mai 2004
SARL CPI	BOISSERON	Version 2.0

- 7 mai 2004

1.1	Surveillance pendant la phase travaux	37
1.2	Surveillance pendant la phase exploitation	38
2.	Identification des dangers.....	40
2.1	Dysfonctionnements hydrauliques	40
2.2	Causes externes	40
2.3	Crues de la Bénovie	41
3.	Moyens d'intervention.....	41
3.1	Pollution accidentelle.....	41
3.2	Crues de la Bénovie	41

ELEMENTS GRAPHIQUES	43
---------------------------	----

PC 03403304 0009



Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 2
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

03403304 - 7 MAI 2004 0003

PREAMBULE

Ce dossier a été établi avec la collaboration de :

- ✓ Monsieur Marc GALLIGANI, Architecte DESA,
- ✓ Mlle Sandrine BOISARD, Chargée d'affaires pour SOCOTEC Agence Languedoc-Roussillon Environnement & Risques Industriels à Montpellier (34).

Le présent dossier concerne le projet de réhabilitation en Résidence du site du Château de Boisseron sur le territoire de la commune de Boisseron (34), et plus particulièrement la gestion qualitative et quantitative des eaux pluviales liées à ce projet.

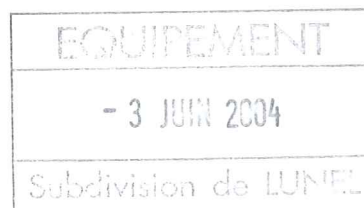
Cette opération d'extension est soumise aux dispositions du Code de l'Environnement - Livre II : milieux physiques - Titre Ier : eau et milieux aquatiques (Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau), du décret d'application n°93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L.214-1 à 6 du Code de l'Environnement (article 10 de la Loi sur l'Eau) et du décret d'application n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues par les mêmes articles du Code de l'Environnement.

Le présent document est le dossier nécessaire à l'obtention de l'autorisation de réalisation des travaux.

Il convient de rappeler l'article L.211.1 du Code de l'Environnement (article 2 de la Loi sur l'Eau) :

« Article 2 : Les dispositions de la présente loi ont pour objet une gestion équilibrée de la ressource en eau. Cette gestion équilibrée vise à assurer :

- la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et zones humides, on entend par zones humides, les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ;*
- la protection contre toute pollution et la restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines et des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ;*
- le développement et la protection de la ressource en eau ;*



Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau	Page 3
Référence : 04.276/BEN/SB	Domaine du Château	Date : mai 2004
SARL CPI	BOISSERON	Version 2.0

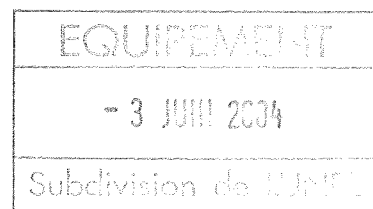
- 7 MAI 2004

- la valorisation de l'eau comme ressource économique et la répartition de cette ressource, de manière à satisfaire ou à concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :
 - de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population ;
 - de la conservation et du libre écoulement des eaux, et de la protection contre les inondations ;
 - de l'agriculture, des pêches, et des cultures marines de la pêche en eau douce, de l'industrie, de la production d'énergie, des transports, du tourisme, des loisirs et des sports nautiques, ainsi que toutes autres activités humaines légalement exercées. »

Le projet respecte dans sa conception l'ensemble des composantes environnementales précédemment décrites.

Le présent dossier ayant pour orientation principale la gestion quantitative et qualitative des eaux pluviales comprend les 6 pièces suivantes :

- ① Nom et adresse du demandeur ;
- ② Emplacement sur lequel le projet doit être réalisé ;
- ③ Présentation du projet et liste des rubriques de la nomenclature dont il relève ;
- ④ Document d'incidence sur la ressource en eau, les milieux aquatiques, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement ;
- ⑤ Moyens de surveillance prévus et si l'opération présente un danger, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ;
- ⑥ Eléments graphiques et cartographiques utiles à la compréhension des pièces du dossier.



Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau	Page 4
Référence : 04.276/BEN/SB	Domaine du Château	Date : mai 2004
SARL CPI	BOISSERON	Version 2.0

PC 03403304 0009
- 7 MAI 2004

NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR

- Dénomination du demandeur : **SARL Conseil Promotion Investissement**
 - Adresse :
2 bis, rue Gauthier de Rumilly
80 000 AMIENS
 - Numéro de téléphone : 03.22.95.23.23
 - Numéro de fax : 03.22.95.23.24
 - Raison sociale : Société à Responsabilité Limitée
 - Registre du commerce : Amiens
 - n°SIREN : 418.448.940
- EQUIPEMENT
- 3 JUIN 2004
Subdivision de LUNEL
- Nom des personnes signataires de la demande : Monsieur H.THELU et Monsieur J-M RUPP

La lettre de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau figure ci-après.

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 5
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

Objet :

Déclaration au titre de la Loi sur l'Eau- Projet de réhabilitation du domaine du Château de Boisseron

Monsieur le PREFET,

Je, soussigné,

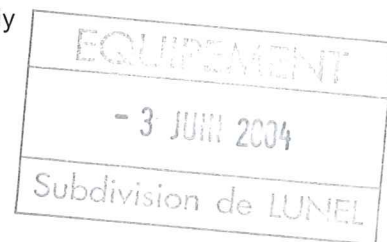
M.J-M RUPP, agissant en qualité de gérant de la SARL Conseil Promotion Investissement

Adresse : 2 bis, rue Gauthier de Rumilly

80 000 AMIENS

Tél : 03.22.95.23.23

Fax : 03.22.95.23.24



porte à votre connaissance et déclare la réhabilitation du site du Château de Boisseron sur la commune de Boisseron.

Ce projet est concerné par le rejet des eaux pluviales dans les eaux superficielles la superficie totale desservie étant comprise entre 1 et 20 ha.

Vous trouverez ci-après un dossier de déclaration comprenant les six éléments prévus par l'article 2 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié.

Cette demande d'opération est soumise aux dispositions du Code de l'Environnement - Livre II : milieux physiques - Titre Ier : eau et milieux aquatiques (Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau), du décret d'application n°93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L.214-1 à 6 du Code de l'Environnement (article 10 de la Loi sur l'Eau) et du décret d'application n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues par les mêmes articles du Code de l'Environnement.

Fait à Montpellier, le 05/05 2004

Monsieur J-M RUPP, gérant

Monsieur H. THELU

SARL CPI

CONSEIL PROMOTION INVESTISSEMENT

SARL CPI

2 bis, rue Gauthier de Rumilly

80000 AMIENS

RCS 418 448 940

EMPLACEMENT SUR LEQUEL L'OPERATION DOIT ETRE REALISEE

- 2 MAI 2004

PC 03403304 0009

- Désignation de l'opération : Réhabilitation du site du Château de Boisseron
- Département : Hérault (34)
- Commune : Boisseron
- Accès – localisation : Le site est situé dans la partie Nord-Ouest du cœur du village de Boisseron, de part et d'autre de la rivière de la Bénovie.
- Superficie totale du terrain : 69 515 m² avec :
 - 48 380 m² en rive droite
 - 21 135 m² en rive gauche
- Parcelles cadastrales :

EQUIPEMENT
- 3 JUIN 2004
Subdivision de TUNEL

Section AD n°124 à 129, 131 à 134, 189, 190, 193, 194, 198 à 200, 364 à 366, 541, 544, 630 à 632,

Section AC n° 110

Voir Annexe1 : Plan cadastral situant le projet
- Bassin hydrographique : le Vidourle (code hydrographique Y34-0400)
- Cours d'eau concerné : Rivière de la Bénovie

EQUIPEMENT

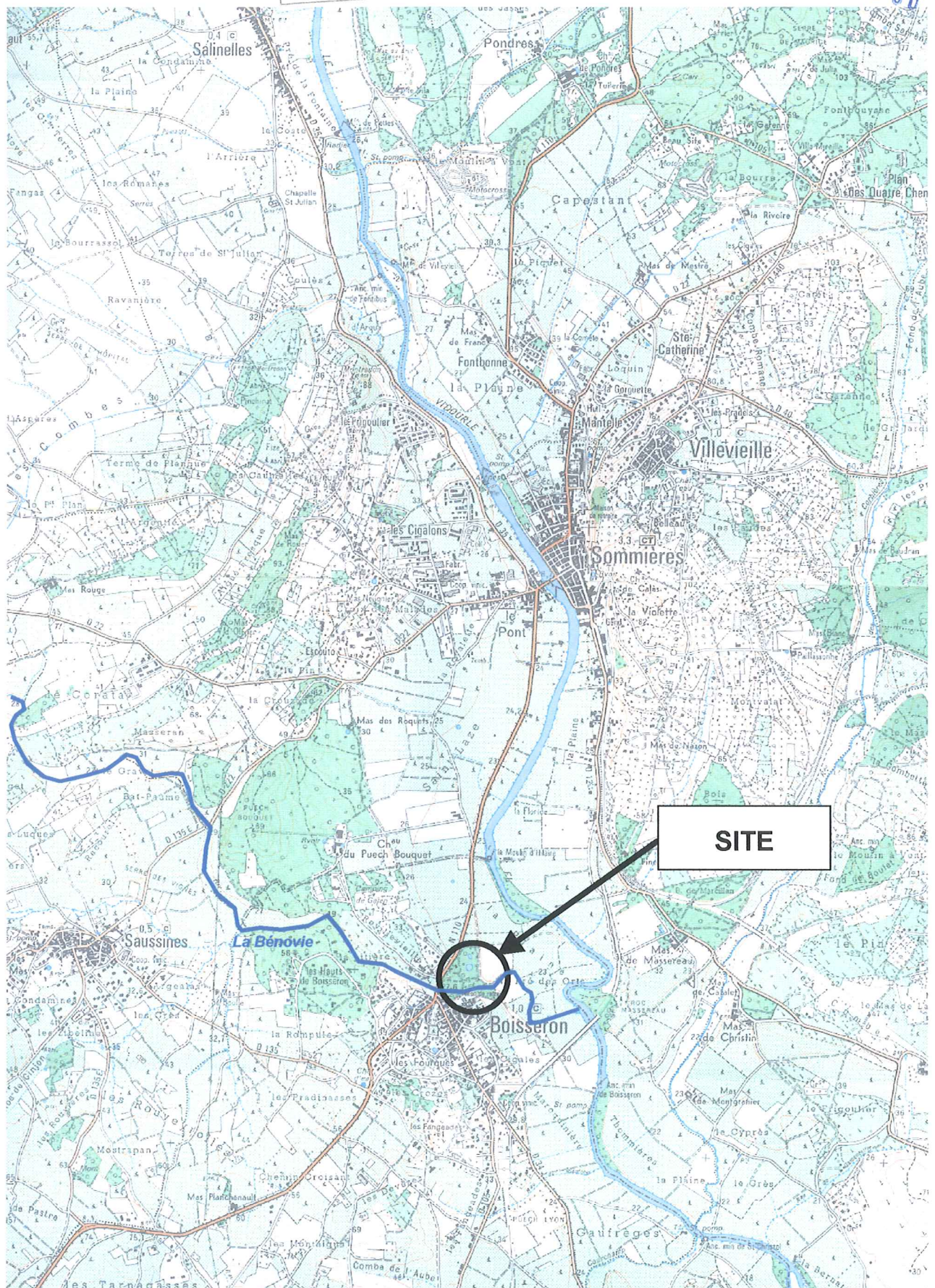
- 3 JUIN 2004

PC

03403304

- 7 MAI 2004

Ci-dessous la carte au 1/25 000^{ème} situant le projet et le milieu aquatique concerné :



Dossier n° PR 7649/1

Référence : 04.276/BEN/SB

SARL CPI

Dossier de déclaration Loi sur l'Eau

Domaine du Château

BOISSERON

Page 8

Date : mai 2004

Version 2.0

PC 03403304 0009
7 MAI 2004

NATURE, CONSISTANCE, VOLUME ET OBJET DE L'OPERATION ENVISAGEE - RUBRIQUES CONCERNEES DE LA NOMENCLATURE

1. Nature, Consistance, Volume et Objet

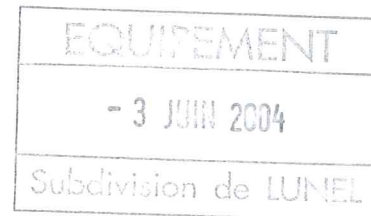
Le domaine du Château de Boisseron présente une superficie totale proche de 7 ha, qui est divisée en deux parties par la rivière de la Bénovie :

- En rive gauche : le parc du Château sur 4.8 ha, qui ne fera pas l'objet d'aménagements particuliers, hormis la réalisation d'une piscine, de deux de tennis et d'un parcours de santé.
- En rive droite le Château et les bâtiments annexes sur 2.1 ha.

L'opération prévoit la réhabilitation du château de Boisseron en une douzaine d'appartements. Les bâtiments annexes seront démolis pour être reconstruits en une centaine de logements neufs.

A ce jour en rive droite, l'imperméabilisation du site est déjà importante avec 6 630 m² imperméabilisés dus aux :

- terrasses bétonnées ou cimentées : 1 780 m²,
- voiries de dessertes goudronnées : 2 700 m²,
- toitures 2 150 m².



Le projet prévoit un réaménagement de cet espace. Les surfaces imperméabilisées seront les suivantes :

- Toitures et terrasses : 4 550 m²,
- Voiries : 2 050 m²,
- Terrasse : 300 m².

Le projet prévoit une imperméabilisation totale de 6 900 m². Donc la différence de surface imperméabilisée entre la situation actuelle et la situation future est de l'ordre de 300 m².

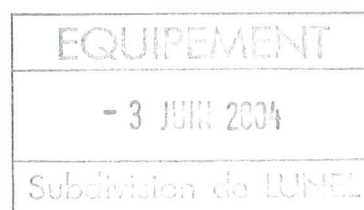
Voir Annexe 2 : Plans de masse de la situation actuelle et Annexe 3 : Plan de masse du projet.

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau	Page 9
Référence : 04.276/BEN/SB	Domaine du Château	Date : mai 2004
SARL CPI	BOISSERON	Version 2.0

2. Rubrique de la nomenclature

Le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié définit la nomenclature des opérations soumises à Autorisation ou à Déclaration. La superficie totale desservie étant de 7 ha, l'opération est soumise à déclaration au titre de la Loi sur l'Eau pour la rubrique suivante :

Rubrique	Libellé	classement
5.3.0	<i>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant :</i> <i>Comprise entre 1 ha et 20 ha</i>	Déclaration



- 7 MAI 2004

INCIDENCE DE L'OPERATION

1. Analyse de l'état initial

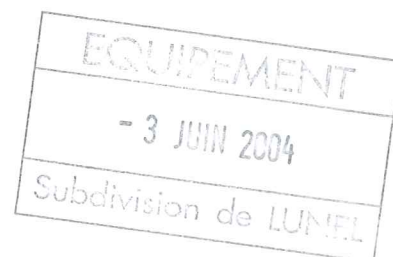
1.1 Le milieu physique

1.1.1 Situation géographique

Le Château de Boisseron est situé au cœur du village de Boisseron, en bordure de la rivière de la Bénovie. Le site est séparé en deux parties par cette dernière.

En rive droite, le site est délimité :

- Au Nord et à l'Ouest par la Bénovie,
- Au Sud par la rue Maurice Chauvet et des maisons de village,
- A l'Est par des maisons de village et un chemin.



En rive gauche, le parc du château est délimité :

- A l'Ouest par la route nationale RN n°110 reliant Sommières à Castries,
- Au Sud par la Bénovie,
- A l'Est par l'ancien chemin bas de Lunel à Sommières,
- Au Nord par des terrains agricoles.

- 7 MAI 2004

PC 03403304 000

1.1.2 Contexte topographique

La commune de Boisseron présente un relief peu marqué.

Le site du château est caractérisé par une partie centrale sur laquelle est construit l'ensemble des bâtiments actuels et qui domine le niveau du terrain naturel, ainsi que la rivière de la Bénovie sur une hauteur moyenne de 4.5 m.

En rive droite, l'altitude maximale est atteinte au Sud avec une cote de 31.10 m et l'altitude minimale est atteinte à l'Est avec une cote de 21.3 m. (voir Annexe 2 : Plan de masse à l'état actuel).

En rive gauche, l'altitude moyenne est de l'ordre de 23.5 m.

Le parc du Château présente une pente faible orientée vers la rivière de la Bénovie.

En rive droite, la topographie du site est plus marquée et plus compliquée. Au niveau du promontoire, la pente orientée du Sud-Est vers le Nord-Ouest est de l'ordre de 0.7 %. Elle devient importante de part et d'autre de ce promontoire (à l'Est et à l'Ouest) au niveau des chemins d'accès aux terrains de la partie basse.

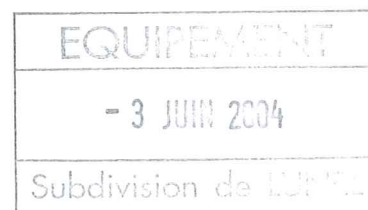
Cette pente est d'environ 6 % et orientée d'Est en Ouest sur la partie Ouest du site. Elle est de l'ordre de 8 % avec une direction Ouest en Est sur la partie Est. Le terrain est ainsi divisé en deux sous bassins.

Les terrains situés sur la partie basse présente également une faible pente de l'ordre de 1% en direction de la rivière.

1.1.3 Contexte géologique et géomorphologique

La carte du BRGM indique que le substratum du site en rive gauche est composé d'alluvions récentes (Fz) : limons sableux, graviers et galets, tandis qu'en rive droite il est composé de molasse Calcaréo – gréseuse du Burdigalien Inférieur (m1b1).

(Voir Annexe 4 : carte du BRGM)



Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 12
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

- 7 MAI 2004

0 3 4 0 3 3 0 4 0 0 0 9

1.1.4 Contexte climatique

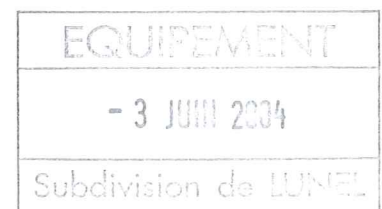
La région de Montpellier bénéficie de 45 jours par an de vents violents. L'influence du Mistral ne dépasse pratiquement pas la limite entre le Gard et l'Hérault, et celle de la Tramontane ou du Cers se manifeste plutôt dans la moitié Sud-Ouest du département.

La zone littorale et les coteaux héraultais constituent une région de climat très méditerranéen, aux étés secs et chauds, et aux automnes doux, durant lesquels se succèdent des périodes encore bien ensoleillées, et des périodes de pluie assez abondantes, notamment en octobre.

En hiver les nuits sont relativement fraîches, et les 35 jours avec gelée décomptés peuvent être considérés comme une valeur élevée, compte tenu de la proximité de la côte.

Les données suivantes ont été établies à la station de Montpellier Fréjorgues sur la période 1951-1993 :

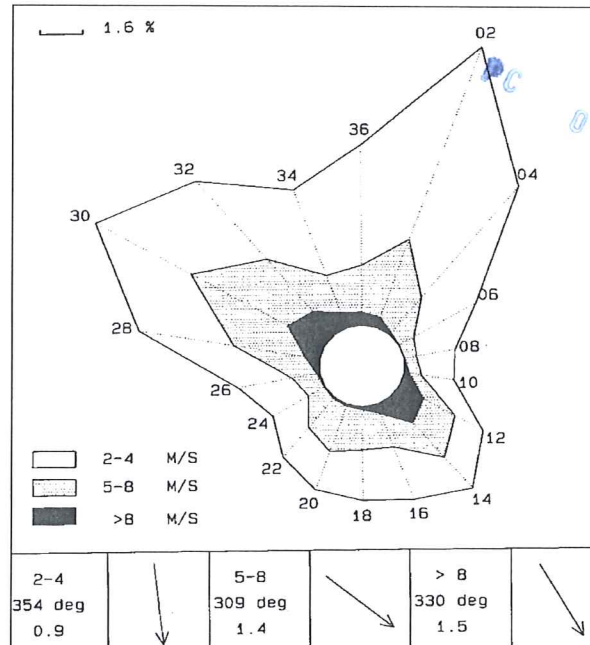
		JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUI	JUI	AOU	SEP	OCT	NOV	DEC
Température minimale	Moyenne 8.9	2	3	5	8	11	14	17	16	14	10	6	3
Température maximale	Moyenne 18.9	11	12	15	17	21	25	28	27	24	20	15	12
Hauteur de pluie	Total 75 cm	8	6	7	5	5	4	2	5	7	13	6	7
Nombre de jours avec	pluie : 95 jours	10	8	9	8	9	7	4	6	7	9	8	10
	pluie importante : 33 jours	3	3	4	3	2	2	1	2	3	4	3	3



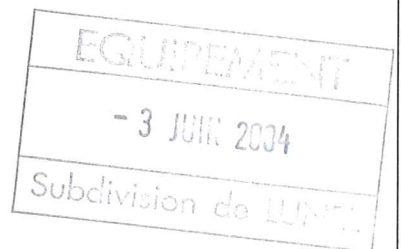
Données climatologiques

Figure 1

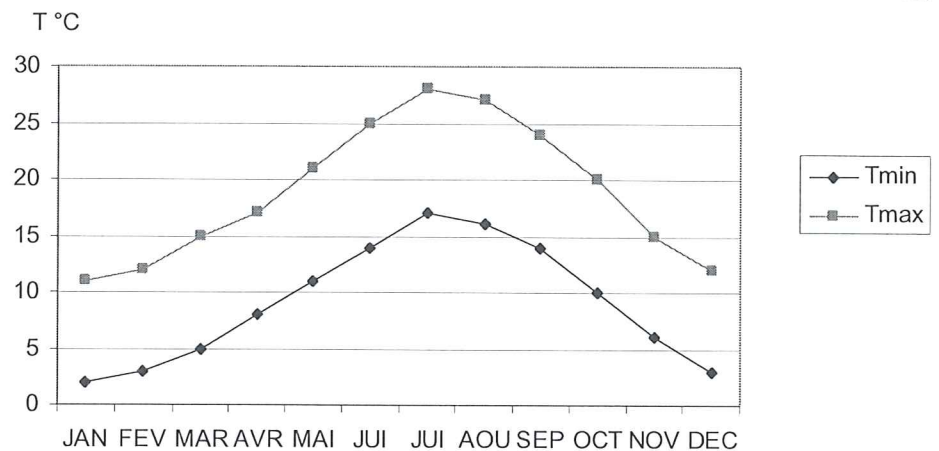
FREQUENCE MOYENNE DES DIRECTIONS DES VENTS
PAR GROUPES DE VITESSES
Période 1979-1998



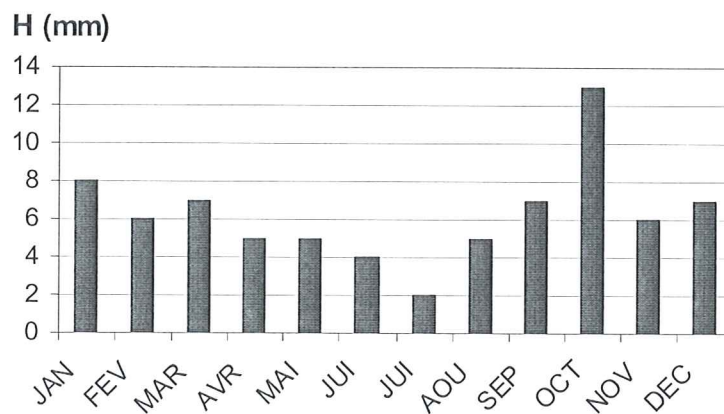
- 7 MAI 2004



STATISTIQUES
METEROLOGIQUES
TEMPERATURES
Période 1951-1993



STATISTIQUES
METEROLOGIQUES
PRECIPITATIONS
Période 1951-1993



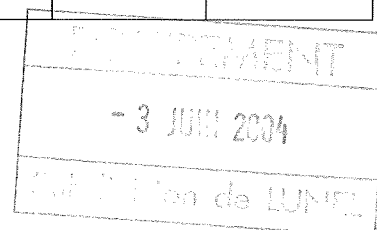
- 7 MAI 2004

1.1.5 Contexte pluviométrique

Pour la suite nous utiliserons les références du poste pluviométrique de Montpellier - Fréjorgues sur la période d'observation 1957-2002.

Nous disposons des coefficients de Montana pour cette station, calculés pour une durée de pluie comprise entre 6 minutes et 3 heures ($I \text{ (mm/mn)} = a \cdot t_c^{-b}$, t_c en mn). Ces données sont présentées dans le tableau ci-dessous (source Météo - France).

Période de retour (an)	2	5	10	50	100
Coefficient a	4.010	5.380	6.287	8.343	9.202
Coefficient b	0.517	0.497	0.489	0.48	0.477



1.1.6 Contexte hydrologique

1.1.6.1 Identification du milieu aquatique

La commune de Boisseron appartient au bassin versant de la Bénovie, principal affluent du Vidourle. La Bénovie naît dans les garrigues au sud de la commune de Sainte Croix de Quintillargues pour un linéaire total de 23 km et une pente moyenne de 4.8 ‰.

Ces cours d'eau côtiers présentent un régime hydrologique dit « pluvial méditerranéen littoral », qui se caractérise par une faiblesse des débits moyens, des étiages estivaux sévères et des précipitations automnales importantes pouvant générer des écoulements torrentiels.

La période d'étiage entraîne l'assèchement total de la Bénovie à l'exception de la zone de confluence avec le Vidourle.

L'étude hydrologique la plus récente (BRL Ingénierie, syndicat mixte du Vidourle) donne les caractéristiques suivantes pour la rivière de la Bénovie :

Bassin versant	Surface (km²)	Débit de pointe centennal (m³/s)	Débit spécifique (m³/s/km²)
Bénovie	96	408.0	4.25

1.1.6.2 Zones humides

- 7 MAI 2004

Il n'y a pas de zones humides à proximité du site étudié.

0 3 4 3 3 0 4 0 0 0 0

1.1.6.3 Ruissellement initial

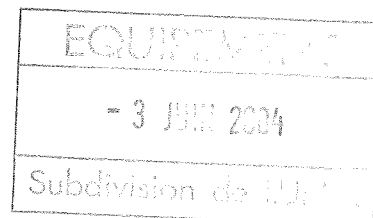
A ce jour, le site du Château en rive droite est déjà urbanisé et fortement imperméabilisé. De plus étant dans le prolongement de certaines rues du village, il récupère les eaux de ruissellement de ces dernières, qui ne sont pas acheminées par un réseau EP communal. Naturellement les eaux ruissellent sur les voiries, puis sur les chemins d'accès aux terrains situés sur la partie basse jusqu' à la rivière.

Sur cette rive, seule la partie centrale est imperméabilisée, ainsi que les voiries de desserte des terrains situés en contre bas. Le terrain peut être divisé en deux sous-bassins : l'un à l'Est et l'autre à l'Ouest de cette partie centrale.

Au niveau du parc du Château (rive gauche) les eaux ruissellent également selon la pente naturelle du terrain via la Bénovie. Etant donné que ce dernier ne fait pas l'objet d'aménagement particulier (construction de bâtiment, réseau EP), **les calculs de débit de ruissellement parcellaire seront uniquement réalisés sur la partie du projet située en rive droite.**

Le terrain étant déjà imperméabilisé, le coefficient de ruissellement a été déterminé à partir de la formule suivante :

$$C = \frac{S_1 \times C_1 + S_2 \times C_2 + S_3 \times C_3}{\text{Surface.totale}}$$



avec :

- S_1 : superficie des surfaces non imperméabilisées,
- S_2 : superficies des terrasses,
- S_3 : superficies des surfaces imperméabilisées (toitures, voiries, ...),
- C_1 : coefficient de ruissellement des non imperméabilisées $C_1 = 0.1$
- C_2 : coefficient de ruissellement des terrasses $C_2 = 0.8$
- C_3 : coefficient de ruissellement des surfaces imperméabilisées $C_3 = 0.9$.

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau	Page 16
Référence : 04.276/BEN/SB	Domaine du Château	Date : mai 2004
SARL CPI	BOISSERON	Version 2.0

Le ruissellement initial a été déterminé à partir de la méthode rationnelle locale, utilisant les coefficients de Montana de la station pluviométrique de Montpellier (Fréjorgues) (source Météo - France).

$$Q(T) = \frac{1}{3.6} \times C \times A \times I(t_c, T)$$

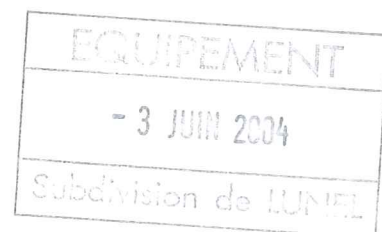
- 7 MAI 2004

Le temps de concentration (t_c) utilisé est celui de la formule de Richards. Les caractéristiques des deux sous bassins de la rive droite sont présentées dans le tableau ci-après :

Sous-Bassin	Superficie (m ²)	Coefficient de ruissellement	Pente pondérée (%)	L (km)
Est	11 612	0.33	3.3	0.170
Ouest	9 523	0.37	1.18	0.160

On obtient les résultats sur les débits de ruissellent parcellaire :

	T (an)	t_c (h)	Q (m ³ /s)
Sous-Bassin Est	2	0.21	0.070
	10	0.15	0.140
	100	0.11	0.240
Sous-Bassin Ouest	2	0.29	0.055
	10	0.2	0.110
	100	0.15	0.200



Pour l'ensemble du terrain rive droite, les débits de ruissellement parcellaire sont présentés ci-après :

T (an)	Q (m ³ /s)
2	0.125
10	0.25
100	0.440

1.1.7 Contexte hydrogéologique

Le système aquifère du bassin de Castries étant composé de calcaires, marnes et molasses oligo-miocènes, il présente une ressource médiocre en eau.

- 7 MAI 2004

1.2 Le milieu naturel

PC 03403304 0009

1.2.1 Le milieu naturel terrestre

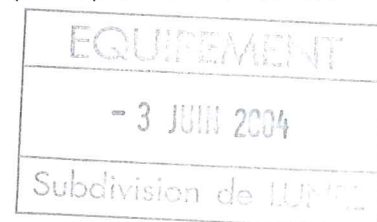
Les ZNIEFF :

Le parc du Château de Boisseron est identifié en Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF). C'est un secteur particulièrement intéressant sur le plan écologique. Les ZNIEFF sont classées en deux types :

- ZNIEFF de type I : secteur caractérisé par la présence d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional,
- ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels qui offrent des potentialités biologiques importantes. L'identification en ZNIEFF n'a pas de valeur juridique spécifique, mais tout projet d'aménagement ou de gestion doit tenir compte de la valeur écologique et patrimoniales de ces espaces.

Les ZNIEFF délimitées sur la commune de Boisseron sont :

- La ripisylve inférieure du Vidourle, ZNIEFF de type II, n° 00004139
- La ripisylve de la Bénovie et le Parc de Boisseron, ZNIEFF de type II, n° 00004119. (voir annexe 5 : Fiches descriptives des zones remarquables).



Les ZICO

Les Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux découlent de la directive « Oiseaux » datant de 1981 et de la Directive « Habitat » du 21 mai 1992. Sur la commune de Boisseron une ZICO est recensée : les Hautes garrigues du Montpelliérain.

Le milieu naturel, formant l'assiette du projet est situé dans une ZNIEFF de type II, il présente donc une sensibilité particulière par rapport à la végétation arborescente composant le parc.

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau	Page 18
Référence : 04.276/BEN/SB	Domaine du Château	Date : mai 2004
SARL CPI	BOISSERON	Version 2.0

1.2.2 Les eaux superficielles

1.2.2.1 Qualité des eaux superficielles

La Bénovie présente une forte eutrophisation en période d'étiage sur les secteurs où l'écoulement est pérenne résultant des apports organiques à caractère domestique.

- 7 MAI 2004

Ces rejets à caractère domestiques sont incompatibles avec les exigences de qualité du cours d'eau étant donné sa faible capacité auto-épuratoire.

L'atlas du bassin RMC n'indique pas de valeur pour la qualité des eaux superficielles de la Bénovie.

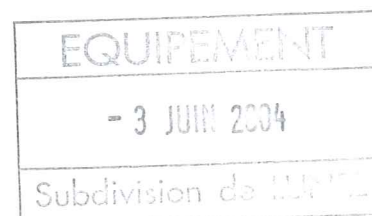
A titre indicatif, d'après l'atlas du bassin RMC 1995, la qualité des eaux du Vidourle à la confluence avec la Bénovie est médiocre.

1.2.2.2 Sources de pollution existantes

La principale source de pollution est due aux rejets des stations d'épuration.

1.2.2.3 Aspect halieutique

La Bénovie ne fait pas l'objet d'un classement piscicole. Cependant d'après le Schéma Départemental de Préservation, de Restauration et de Mise en Valeur des Milieux Aquatiques de l'Hérault, la Bénovie est un cours d'eau intermédiaire perturbé (espèce repère : les Cyprinidés d'eau vive).



1.2.3 Inondabilité

Une partie du site est en zone inondable :

- une partie du Parc du Château (rive gauche),
- les terrains situés de part et d'autre de la partie centrale (rive droite).

- 7 MAI 2004

La partie centrale délimitée par un mur surplombe la rivière et les terrains avoisinants à l'est et à l'ouest sur une hauteur moyenne de 4.5 m.

De ce fait, le château et les bâtiments annexes étant implantés sur cette zone surélevée se trouvent hors zone inondable.

Le Plan de Prévention des Risques des communes du Moyen Vidourle indique que l'ensemble des parties inondables du site se trouvent en zone rouge c'est à dire en zone d'aléas fort. Il donne également les recommandations par rapport à l'utilisation du sol :

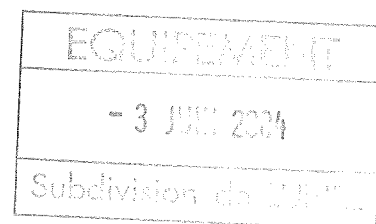
« **Les parcs de stationnements des véhicules sous réserve qu'ils soient organisés et réglementés à partir d'un dispositif d'annonces de crues et que soient prévus les moyens mécaniques d'évacuation des véhicules** ». (voir annexe 6 : Extrait du PPR des communes du Moyen Vidourle)

Les parkings du projet étant réalisés en zone inondable, le projet devra prendre en compte ces recommandations.

A titre indicatif, un document de la DDE du Gard donne la limite des crues antérieures, sur le secteur étudié (voir Annexe 7 : Données DDE du Gard limites des crues antérieures).

1.2.4 Les eaux souterraines

Dans le secteur de la zone d'étude, il n'y a pas de données qualitatives sur les eaux souterraines.



1.3 Usages de la ressource en eau

1.3.1 Eaux superficielles

On peut noter les principaux usages actuels de la Bénovie :

- Captage pour l'Alimentation en Eau Potable en amont de Boisseron,
- Baignade à l'aval de la confluence avec le Vidourle,
- Sport nautique à l'aval de la confluence avec le Vidourle.

- 7 MAI 2004

1.3.2 Eaux souterraines

D'après les informations recueillies auprès du service Santé Environnement de la DDASS, **le site est n'est pas situé dans le périmètre rapproché d'un captage pour l'Alimentation en Eau Potable.**

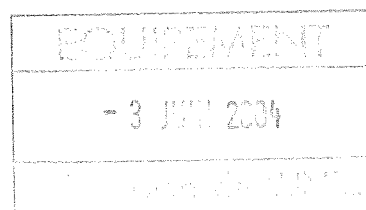
1.4 Planification et gestion des ressources en eau

1.4.1 Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée-Corse (RMC) institué par la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, a été approuvé le 20 décembre 1996. Ce document a pour objet de définir ce que doit être la gestion équilibrée de la ressource en eau sur le bassin, comme le prévoient les articles 2 et 3 de la Loi sur l'Eau.

Le SDAGE décrit de façon aussi exhaustive que possible l'état des lieux du bassin, afin d'élaborer un atlas décrivant l'ensemble des problèmes et des enjeux (qualité des eaux, ressources en eau, milieux aquatiques remarquables. Il fixe les orientations fondamentales qui sont :

- Poursuivre toujours et encore la lutte contre la pollution ;
- Garantir une qualité d'eau à la hauteur des exigences des usagers ;
- Réaffirmer l'importance stratégique et la fragilité des eaux souterraines ;
- Mieux gérer avant d'investir ;
- Respecter le fonctionnement naturel des milieux ;
- Restaurer ou préserver les milieux aquatiques remarquables ;
- Restaurer d'urgence les milieux particulièrement dégradés ;
- S'investir plus efficacement dans la gestion des risques ;
- Penser la gestion de l'eau en terme d'aménagement du territoire ;
- Renforcer la gestion locale et concertée.



Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau	Page 21
Référence : 04.276/BEN/SB	Domaine du Château	Date : mai 2004
SARL CPI	BOISSERON	Version 2.0

Le SDAGE définit les règles d'encadrement pour l'élaboration des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) au niveau des sous- bassins.

PC 03403304 0009 - 7 MAI 2004

1.4.2 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 prévoit la mise en place de SAGE sur certaines parties du SDAGE.

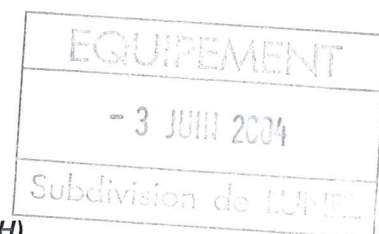
Le SAGE est un document de planification pour définir des règles communes de gestion et d'utilisation des milieux aquatiques sur un périmètre hydrographique cohérent.

La zone d'étude appartient au périmètre du Schéma d'Aménagement du Vidourle, dont la structure porteuse est le Syndicat Mixte Interdépartemental d'Aménagement et de Mise en Valeur du Vidourle et de ses Affluents.

1.4.3 Contrat de rivière

Le contrat de milieu est un programme d'actions concertées sur lequel s'engagent des partenaires (collectivités territoriales, Agence de l'Eau, Etat, ...) pour une durée de 5 ans. Les actions comprises dans le contrat, qui peuvent venir en application d'un SAGE, concourent généralement à répondre à un objectif de restauration du milieu.

La zone d'étude ne fait pas partie du périmètre d'un contrat de milieu.



1.4.4 Schéma Départemental de Vocation Piscicole et Halieutique (SDVPH)

Le SDVP de l'Hérault a été créé par application de l'instruction du 27 mai 1982 du ministère de l'Environnement et approuvé par arrêté préfectoral le 12/08/1993.

Le SDVP a changé d'appellation pour devenir : « Le Schéma Départemental de préservation, de restauration et de mise en Valeur des Milieux Aquatiques » (SDVMA) afin de traduire la volonté d'élargissement de sa portée.

Le SDVMA comprend 14 unités hydrologiques dont le bassin versant du Vidourle et de la Bénovie. Ainsi la zone d'étude est couverte par le SDVMA.

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 22
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

2. Incidence de l'opération

2.1 Incidence de l'opération en phase chantier

2.1.1 Incidences sur le milieu aquatique

Durant la période de travaux, les risques de dégradation des eaux seront de quatre types :

- Risque de pollution par les matières en suspension

La pollution des eaux de ruissellement par les matières en suspension est potentiellement importante ; elle est induite par l'érosion des sols liée aux défrichements et aux terrassements. De plus, elle peut avoir aussi comme autres origines, les travaux de fondation et l'inondation du chantier en cas de crue entraînant le lessivage des dépôts temporaires de matériaux.

Dans le contexte du projet, compte tenu de l'absence de sensibilité réelle à l'érosion, le lessivage ne devrait pas avoir d'incidence critique vis à vis de la qualité du milieu récepteur.

- Risques de pollution par les résidus de béton ou de bitume, issus du nettoyage des engins

La conduite normale du chantier et le respect des règles de l'art sont de nature à éviter tout déversement susceptible de polluer le sous-sol et les eaux superficielles.

- Risques de pollution par la nature des travaux :

Dans le cadre du projet, la construction des fondation ne nécessitera pas de rabattement de la nappe.

- Risques de pollution par les eaux usées domestiques ou les eaux usées sanitaires du personnel intervenant sur le chantier.

Des sanitaires autonomes chimiques seront installés afin d'éviter ce type de pollution.

2.1.2 Incidence sur les écosystèmes aquatiques

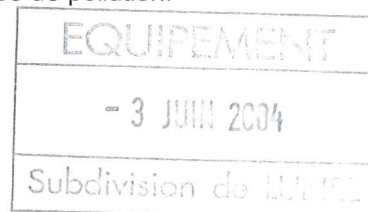
Il n'y a pas de travaux prévus dans les cours d'eau ou les milieux aquatiques en général. Donc l'opération en phase chantier n'aura pas d'incidence sur les systèmes aquatiques en particulier sur la destruction des frayères et habitats piscicoles, ainsi que sur la croissance et la migration des poissons.

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau	Page 23
Référence : 04.276/BEN/SB	Domaine du Château	Date : mai 2004
SARL CPI	BOISSERON	Version 2.0

- 7 MAI 2004

0 3 4 0 3 3 0 4

0 0 0 9



2.2 Incidence de l'opération pendant la phase exploitation

2.2.1 Incidence sur la consommation d'eau

La consommation en eau de la totalité de ces nouveaux logements sera d'environ 52 m³/j (calculé sur la base de 150 L/hab/j et de 3 habitants par logements).

- 7 MAI 2004

2.2.2 Incidence sur le milieu aquatique

L'opération n'a pas d'incidence sur le milieu aquatique.

2.2.3 Incidence sur l'écoulement des eaux

L'opération est un projet de réhabilitation ; de ce fait elle ne va pas induire une modification notable de l'imperméabilisation du site.

La « nouvelle imperméabilisation » concerne les surfaces des toitures et des voiries ; elle se répartit de la façon suivante :

- Sous-Bassin Est : 3 164 m² imperméabilisés,
- Sous-Bassin Ouest 3 736 m² imperméabilisés.

La surface imperméabilisée totale est de 6 900 m²

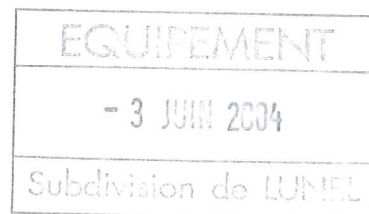
Les parkings sont réalisés en evergreen ou en concassés pour limiter l'imperméabilisation du projet.

Le coefficient de ruissellement de cette nouvelle configuration est calculé selon la formule ci-dessous :

$$C = \frac{S_1 \times C_1 + S_2 \times C_2 + S_3 \times C_3}{\text{Surface.totale}}$$

avec :

- S₁ : superficie des surfaces non imperméabilisées,
- S₂ : superficies des terrasses,
- S₃ : superficies des surfaces imperméabilisées (toitures, voiries, ...),
- C₁ : coefficient de ruissellement des non imperméabilisées C₁ = 0.1
- C₂ : coefficient de ruissellement des terrasses C₂ = 0.8
- C₃ : coefficient de ruissellement des surfaces imperméabilisées C₃ = 0.9



Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau	Page 24
Référence : 04.276/BEN/SB	Domaine du Château	Date : mai 2004
SARL CPI	BOISSERON	Version 2.0

Le coefficient de ruissellement passe pour le sous bassin Est de 0.33 à l'état actuel à 0.32 à l'état futur et pour le sous-bassin Ouest de 0.37 à l'état actuel à 0.41 à l'état futur. Donc le projet de réhabilitation du site ne modifie pas du point de vue hydraulique la situation actuelle.

PC 03403304 - 7 MAI 2004 0003

Les nouveaux débits, qui résultent de l'implantation du projet sont donnés dans le tableau suivant :

	Débit m³/s	Situation actuelle	Situation future
Sous Bassin Est	Q (T= 2 ans)	0.070	0.070
	Q (T= 10 ans)	0.140	0.140
	Q (T=100 ans)	0.240	0.240
Sous Bassin Ouest	Q (T= 2 ans)	0.055	0.060
	Q (T= 10 ans)	0.110	0.125
	Q (T=100 ans)	0.200	0.220

Le tableau suivant montre que la réhabilitation du site a un impact quasi-nul sur les débits de ruissellement parcellaires par rapport à la situation actuelle :

Débit m³/s	Situation actuelle	Situation future
Q (T= 2 ans)	0.125	0.130
Q (T= 10 ans)	0.25	0.265
Q (T=100 ans)	0.440	0.460

EQUIPEMENT
- 3 JUIN 2004
Division de LUNEL

Cependant, un bassin de rétention sera réalisé afin de compenser les 300 m² de superficie imperméabilisée dus au nouveau projet.

2.2.4 Incidence sur le niveau des eaux

L'ouvrage de stockage des eaux de ruissellement (bassin de rétention) permettra de limiter les incidences de l'opération sur le niveau des eaux à l'aval.

2.2.5 Incidence sur la qualité des eaux

2.2.5.1 Incidence sur les eaux superficielles

La pollution des eaux peut être de quatre types :

- La pollution domestique

Les eaux usées seront acheminées à la station d'épuration de Boisseron.

- La pollution accidentelle

Cette pollution est due à un déversement ponctuel et accidentel de polluants. (voir 2-3-1)).

- La pollution chronique

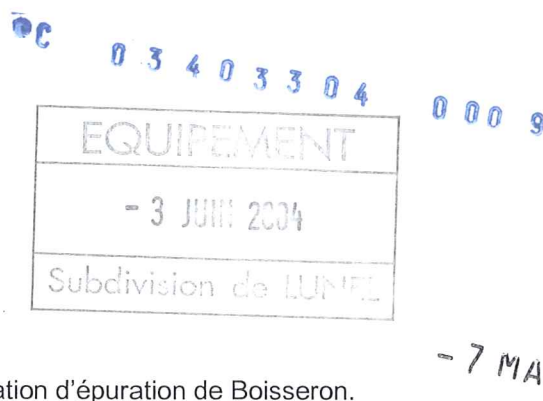
Elle est due à l'émission quasi continue de polluants par le trafic et à leur transport dans les eaux pluviales. Elle provient essentiellement des polluants accumulés sur les sols et les toitures et entraînés par les pluies.

Une grande partie de cette pollution (exception faite des polluants les plus grossiers tels que papiers et détritux alimentaires) est directement liée au réseau de voirie. Cette pollution est produite par la circulation automobile : usure de la chaussée et des pneumatiques, émission de poussières et de gaz d'échappement, corrosion des éléments métalliques.

De fait de leur origine variée, les polluants sont de nature chimique très différente ; on retrouve essentiellement :

- des matières organiques (gomme des pneumatiques, goudrons) ;
- des hydrocarbures (carburants, lubrifiants) ;
- des métaux (plomb, zinc, cadmium).

En fait, les Matières En Suspension (MES) sont les vecteurs dominants de cette pollution. Il s'agit en effet, pour la plus grande partie des polluants, de matières granulaires (sables, poussières, goudron, ciment, caoutchouc, métaux...) sur lesquelles est fixée, par adsorption, la plus grande partie des contaminants (organiques, hydrocarbures) à l'exception des polluants qui existent sous forme dissoute (métaux).



- La pollution saisonnière

Elle est due à l'épandage de sels sur les voiries. Compte tenu des spécificités locales, cette catégorie ne concerne pas la zone d'étude.

PC 03403304 0009

L'impact susceptible d'être le plus important pour le milieu récepteur (eaux superficielles et eaux souterraines) est lié à la pollution chronique (continue et effet cumulatif).

Etant donné que les parkings sont réalisés en evergreen ou en concassés, il est difficile de quantifier le flux de pollution chronique dans les eaux de ruissellement.

- 7 MAI 2004

2.2.5.2 Incidence sur les eaux souterraines

Cette zone présente aucune sensibilité particulière par rapport aux eaux souterraines ; en effet d'après le Service Santé et Environnement de la DDASS le projet ne se trouve pas dans un périmètre de protection rapproché des eaux pour l'Alimentation en Eau Potable (AEP).

2.2.6 Incidence de l'opération sur les éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992

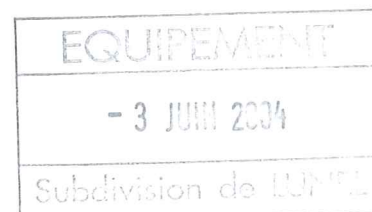
2.2.6.1 Incidence sur la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et zones humides

L'opération n'est pas dans le périmètre d'une zone humide. Il n'y a pas de travaux prévus dans les cours d'eau ou les milieux aquatiques. Par conséquent, l'opération n'a pas d'incidence sur :

- La migration et la croissance des poissons,
- La destruction des frayères et habitats piscicoles,
- La préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et zones humides (risque de modifier la faune et la flore).

2.2.6.2 Incidence sur la protection contre toute pollution

Voir partie 2-2-2) et 2-2-5).



Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 27
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

2.2.6.3 Incidence sur la restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines et des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales

Voir partie 2-2-2) et 2-2-5).

PC
03403304
0009

2.2.6.4 Incidence sur le développement et la protection de la ressource en eau

La rubrique 5.3.0 n'est pas concernée par cette partie.

- 7 MAI 2004

2.2.6.5 Incidence sur la valorisation de l'eau comme ressource économique et la répartition de cette ressource

La rubrique 5.3.0 n'est pas concernée par cette partie.

3. Mesures compensatoires envisagées

3.1 Phase Chantier

Les risques de pollution pendant la phase chantier sont aléatoires et difficilement quantifiables (très peu de références chiffrées existent). Il est par ailleurs impossible de transposer l'étude des risques d'un projet à un autre. Il est par contre possible de prévenir la majeure partie de ces risques moyennant quelques précautions élémentaires qui seront imposées aux entreprises chargées de la réalisation du projet et présentées ci-après.

3.1.1 Gestion des eaux usées domestiques et sanitaires

Des sanitaires autonomes chimiques seront installés sur le chantier.

EQUIPEMENT
- 3 JUIN 2004
Subdivision de LUNEL

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau	Page 28
Référence : 04.276/BEN/SB	Domaine du Château	Date : mai 2004
SARL CPI	BOISSERON	Version 2.0

3.1.2 Gestion des stockages des matériaux et de liquides

Des mesures devront être prises pour minimiser les risques en période de pluviométrie intense telles que :

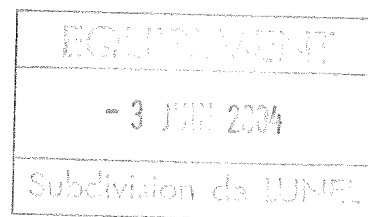
- limiter au maximum la durée de l'ensemble des interventions dans le fossé ou dans la rivière,
- programmer les travaux lorsque les probabilités d'occurrence de crues et d'événements pluviométriques sont minimales,
- prévoir des zones de stockage des matériaux hors zone inondable et des dispositifs de sécurité liés au stockage de carburant, huile et matières dangereuses.

- 7 MAI 2004

3.1.3 Prévention de la pollution issue du nettoyage des engins de chantier

Des aires spécifiques pour le stationnement et l'entretien des engins de travaux seront prévues.

Les huiles usagées des vidanges seront récupérées, stockées dans des réservoirs étanches et évacuées pour être dans le cas échéant recyclées.



3.2 Phase Exploitation

3.2.1 Collecte des eaux pluviales

Une partie des eaux de ruissellement issues des toitures seront collectées par des chenaux et acheminées par un caniveau vers le bassin de rétention. L'autre partie des eaux de ruissellement ira directement sur la voie pour atteindre la Bénovie.

Les parkings étant réalisés en evergreen ou en concassé ne feront pas l'objet d'aménagement particulier ayant trait au réseau d'eaux pluviales.

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau	Page 29
Référence : 04.276/BEN/SB	Domaine du Château	Date : mai 2004
SARL CPI	BOISSERON	Version 2.0

3.2.2 Lutte contre les impacts hydrauliques

3.2.2.1 Description générale

Les ouvrages de rétention des eaux pluviales ont pour objectifs :

- l'écrêtement des débits de pointe,
- le traitement pollution chronique, grâce à la décantation des Matières En Suspension,
- le traitement pollution accidentelle, en confinant cette pollution dans le bassin.

Les ouvrages de stockage des eaux pluviales sont dimensionnés pour un événement d'une période de retour centennale.

3.2.2.2 Méthodologie

Les recommandations suivantes ont été établies à partir d'un groupe de travail régional comprenant les différents services de l'Eau tels que la MISE, la DIREN, la DDE des départements de l'Aude, du Gard, de l'Hérault, et des Pyrénées Orientales. Leur but était de trouver des règles de calculs mieux adaptées aux spécificités du climat méditerranéen que celles de l'instruction technique de 1977.

Pour déterminer le volume des ouvrages de stockage, les recommandations de la MISE de l'Hérault sont les suivantes :

- Le volume est calculé sur la base de **100 L/m²** imperméabilisé,
- Le débit de fuite est calculé sur la base du débit de ruissellement pour un événement de une période de retour $T = 2$ ans sur le sous bassin Est.

3.2.2.3 Caractéristiques

Comme nous l'avons vu précédemment, le projet de réhabilitation crée une surface imperméabilisée supplémentaire par rapport à la situation actuelle de 300 m².

De ce fait, d'après les recommandations de la MISE, le volume du bassin sera de 30 m³.

Ouvrages de stockage	Volume (m ³)	Débit de fuite (L/s)
Projet du Collège	30	5.2

Le bassin est implanté sur le promontoire et ne récupérera qu'une partie des eaux de toitures.

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau	Page 30
Référence : 04.276/BEN/SB	Domaine du Château	Date : mai 2004
SARL CPI	BOISSERON	Version 2.0

Les caractéristiques de ce bassin « à sec » sont présentées dans le tableau suivant :

	Caractéristiques
Volume (m ³)	30
Superficie (m ²)	40
Profondeur moyenne (m)	0.75
Etanchéité	non
Débit de fuite (L/s)	5.2

03403304
- 7 MAI 2004

Le bassin sera réalisé à l'emplacement actuel du bassin du Château.

Le fond du bassin sera dressé avec une pente suffisante pour éviter la formation de zones marécageuses et il sera parcouru par une cunette destinée à évacuer les petits débits et à éviter une stagnation d'eau.

Le bassin ne sera pas étanché, car le site n'est pas dans un périmètre de protection rapproché de captage AEP.

La fréquence de submersion du bassin ne doit pas être trop longue, sa vidange se fera environ sur 4 heures dans le cas où il sera entièrement rempli.

Le bassin sera enherbé afin de permettre une meilleure intégration dans le site.

➤ L'ouvrage d'alimentation

Le caniveau débouchera directement dans le bassin de rétention.

EQUIPEMENT
- 3 JUIN 2004
Subdivision de LUN

➤ L'ouvrage de fuite

L'ouvrage de fuite doit permettre :

- le maintien du débit rejeté à la valeur choisie,
- l'évacuation des débits exceptionnelles en cas d'épisodes pluvieux dépassant la capacité de la retenue,
- la jonction avec l'émissaire d'évacuation,
- la vidange du fond.

✓ L'ouvrage de fonctionnement normal

A titre indicatif, une canalisation de diamètre \varnothing 50 mm placée en fond de bassin permet de transiter un débit de l'ordre de 5.2 L/s. Son exutoire est la rivière de la Bénovie.

Une grille de protection évitera toute obturation de cette buse.

PC 03403304 0009

✓ L'ouvrage de sécurité

Le déversoir de sécurité sera aménagé pour assurer l'écoulement de pluies exceptionnelles.

- 7 MAI 2004

Cette surverse sera bétonnée ou réalisée en enrochement afin d'éviter son érosion. En cas de débordement, le déversement aura lieu directement sur la voirie via la Bénovie.

Sa cote minimale sera calée à 0.8 m par rapport au fond du bassin pour permettre le stockage de 30 m³.

3.2.3 Lutte pour la protection de la qualité des eaux

- La pollution domestique

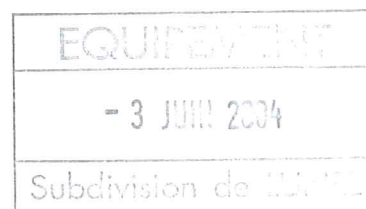
Les eaux usées domestiques seront traitées par la station d'épuration de Boisseron (cf 2-2-5-1)).

- La pollution chronique

Le bassin de rétention des eaux pluviales récupère exclusivement les eaux de ruissellement issues des toitures moins chargées en hydrocarbures et MES que celles issues des voiries. De ce fait, le bassin n'aura pas un rôle de décantation des MES et par conséquent il n'aura pas un rôle de dépollution.

Par ailleurs, les parkings étant non « imperméabilisés » et réalisés en zone inondable, il n'y aura pas de système de traitement des eaux de type séparateur d'hydrocarbures.

La Bénovie opérera une dilution de ces charges polluantes.



Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau	Page 32
Référence : 04.276/BEN/SB	Domaine du Château	Date : mai 2004
SARL CPI	BOISSERON	Version 2.0

3.2.4 Fonctionnement du réseau

- **Description du fonctionnement du réseau et des ouvrages de stockage pour les événements dits courants :**

Les eaux pluviales ruisselleront sur la voirie, via la Bénovie située en contre bas.

Pour les parking le scénario est le même avec des ruissellements limités grâce à la structure en evergreen ou aux concassés de carrières. Ces écoulements rejoindront directement la rivière située à quelques mètres après être passées dans une noue de dépollution.

- **Description du fonctionnement du réseau et des ouvrages de stockage pour les événements dits exceptionnels :**

Le fonctionnement sera le même que pour des événements dits « normaux » avec la différence que :

- Le parking Est sera inondé, étant donné qu'il est en zone inondable.

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 33
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

4. Compatibilité avec le SDAGE

7 MAI 2004

Le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée-Corse (RMC) institué par la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, a été approuvé le 20 décembre 1996. Ce document énonce les mesures à mettre en place afin d'assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau permettant de satisfaire les différents usages auxquels elle est destinée.

Afin de juger de la compatibilité du projet avec les orientations fondamentales du SDAGE, celles-ci ont été reprises ci-dessous avec des réponses synthétiques renvoyant aux différentes pièces du présent dossier :

- Poursuivre toujours et encore la lutte contre la pollution :

La mise en oeuvre des deux projets et les mesures associées tiennent bien compte des mesures de lutte contre la pollution, en particulier celle liée aux eaux pluviales.

- Garantir une qualité d'eau à la hauteur des exigences des usagers :

Les paramètres relatifs à la qualité des eaux de surface et souterraines au regard des usages et des réglementations en place ont été pris en compte par le dossier. Les réponses apportées dans ces analyses conduisent à définir une compatibilité du projet avec cette exigence du SDAGE.

- Réaffirmer l'importance stratégique et la fragilité des eaux souterraines :

Le projet tient compte de cet aspect. Le projet est donc compatible avec les orientations du SDAGE.

- Mieux gérer avant d'investir :

La mairie de Boisseron, conformément à leur volonté de prendre en compte les composantes environnementales, a procédé à l'étude globale du projet. Cette démarche est en accord avec l'orientation du SDAGE.

- Respecter le fonctionnement naturel des milieux :

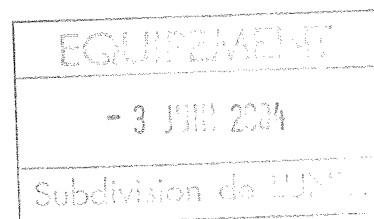
L'ensemble des composantes environnementales ont été intégrées dans la conception technique du projet.

- Restaurer ou préserver les milieux aquatiques remarquables :

La réalisation du projet a pris en compte les sensibilités environnementales spécifiques, en particulier la ZNIEFF de type II du Parc de Boisseron. L'ensemble du projet est compatible avec l'orientation du SDAGE.

- Restaurer d'urgence les milieux particulièrement dégradés :

Non concerné.



Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 34
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

- S'investir plus efficacement dans la gestion des risques :

Le bassin de rétention des eaux pluviales, écrêtant les débits de crue jusqu'à une période de retour de 100 ans, permettent de diminuer les risques de pollution accidentelle. Cela correspond à la volonté exprimée de maîtrise et gestion du risque telle qu'elle est formulée dans l'orientation du SDAGE.

- Penser la gestion de l'eau en terme d'aménagement du territoire :

- 7 MAI 2004

L'ensemble du projet a été pris en compte dans le cadre d'une gestion globale des incidences et de la protection de la ressource en eau.

- Renforcer la gestion locale et concertée :

La présente procédure de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau est soumise, à l'instruction des services de l'Etat garants de la préservation de la ressource en eau. La procédure de déclaration est donc une composante qui répond à cette orientation du SDAGE.

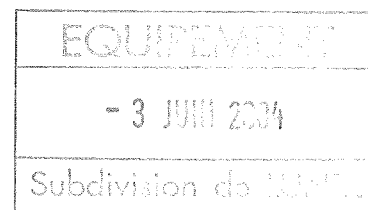
Cette opération, grâce aux mesures compensatoires qui lui sont associées, ne provoque aucune perturbation sensible des milieux aquatiques environnants.

Elle est donc en conformité avec les exigences et préconisation du SDAGE.

En prenant en compte le ruissellement pluvial généré par l'opération projetée, le projet va dans le sens des orientations fondamentales du SDAGE RMC, énumérées ci-dessus.

5. Compatibilité avec le SAGE

Par ailleurs, la loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 prévoit la mise en place de SAGE sur certains bassins versants. La zone d'étude est couverte par le SAGE du Vidourle.



Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau	Page 35
Référence : 04.276/BEN/SB	Domaine du Château	Date : mai 2004
SARL CPI	BOISSERON	Version 2.0

Le projet de réhabilitation du Château de Boisseron notamment dans le cadre des préconisations du SAGE ayant trait à la maîtrise de la pollution des milieux et s'appuyant sur les principes de bases suivants :

- produire le minimum de pollution,
- mieux gérer les pollutions produites,
- bien traiter la pollution collectée,
- maîtriser au mieux l'impact final sur le milieu,
- prévenir les risques de pollutions accidentelles,
- s'investir plus efficacement dans la gestion des risques.

Cette stratégie appliquée aux eaux issues du ruissellement pluvial conduit à envisager les ouvrages hydrauliques et de traitement au cas par cas en fonction notamment de la sensibilité des milieux et des enjeux.

Ce projet, grâce aux mesures de précautions qui lui sont associées, ne provoque aucune perturbation sensible des milieux aquatiques environnants par rapport à la situation actuelle.

Il est donc en conformité avec les exigences et préconisation du SAGE.

6. Compatibilité avec les objectifs de qualité prévus par le décret du 19 décembre 1991

Ce décret est relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, section de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs et aux eaux de la mer dans les limites territoriales.

Les objectifs de qualités sont définis dans les annexes I et II en ce qui concerne la qualité des eaux conchylicoles et les eaux douces ayant besoin d'être protégée ou améliorées pour être apte à la vie des poissons.

Les rejets d'eaux pluviales de l'ensemble du projet ne sont pas concernés par ce décret.

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 36
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

LES MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION

1. Les moyens de surveillance

- 7 MAI 2004

1.1 Surveillance pendant la phase travaux

Le Maître d'Ouvrage établira un cahier des charges imposant les prescriptions destinées à limiter les impacts sur le milieu.

L'entreprise de travaux devra proposer des méthodes de travail réduisant à l'optimum chacune des nuisances liées aux travaux sur le milieu humain, naturel et aquatique.

1.1.1 Mesures relatives aux engins de chantier

L'emploi d'engins de chantier représente un risque de pollution accidentelle par les hydrocarbures. Afin d'éviter toute pollution accidentelle :

- les itinéraires seront organisés de façon à limiter les risques d'accident en zone sensible,
- des aires spécifiques pour le stationnement et l'entretien des engins de travaux seront prévues,
- les engins intervenant sur le chantier seront maintenus en parfait état,
- les réservoirs seront remplis avec des pompes à arrêt automatique,
- des dispositifs de sécurité liés au stockage de carburant, huile et matières dangereuses seront prévus,
- l'entretien, la réparation, le ravitaillement et le lavage des engins de chantier seront limités sur le chantier,
- les huiles usagées des vidanges seront récupérées, stockées dans des réservoirs étanches et évacuées pour être dans le cas échéant recyclées,
- les déversements de tout produit nocif (hydrocarbures, huiles de vidange, laitance de béton, ...) dans le milieu récepteur sera interdit.

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 37
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

1.1.2 Protection vis à vis des crues

Les mesures suivantes seront prises pour minimiser les risques en période de pluviométrie intense :

- limiter au maximum la durée de l'ensemble des interventions dans le fossé ou en zone inondable,
- programmer les travaux lorsque les probabilités d'occurrence de crues et d'événements pluviométriques sont minimales,
- prévoir un aménagement d'un dispositif destiné à intercepter les flux polluants issus du chantier et les diriger vers un bassin de décantation temporaire aménagé dès la début des travaux. Ce bassin est destiné à réduire le débit de pointe des eaux de ruissellement et à retenir une fraction de la charge solide.
- prévoir des zones de stockage des matériaux hors zone inondable.

Toute annonce départementale d'alerte de crue sera communiquée directement par le Maire aux entreprises effectuant les travaux.

1.2 Surveillance pendant la phase exploitation

A l'issue de la période de travaux, les responsables de la surveillance des ouvrages réalisés mettront en place les moyens nécessaires pour leur entretien afin de maintenir la pérennité de leur fonction.

Cela comprendra l'entretien courant des différents ouvrages hydrauliques (noues de dépollution et ouvrages associés) et les interventions d'urgence en cas de pollution accidentelle.

L'entretien pourra être assuré directement par l'exploitant ou être partiellement confié sous forme de contrat à des entreprises spécialisées qui assurent la maintenance de certaines installations similaires.

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 38
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

1.2.1 Conditions d'entretien des ouvrages

L'objectif est d'assurer en permanence le fonctionnement nominal :

- des ouvrages de collecte et d'évacuation : il s'agira essentiellement d'assurer, chaque fois que nécessaire :
 - le nettoyage des chaussées,
 - le nettoyage du dispositif de collecte (noues, clapets),
 - l'enlèvement de tout déchet ou dépôt risquant à terme d'obstruer les ouvrages d'évacuation (clapets),
 - un nettoyage une fois par an, des noues de dépollution.

1.2.2 Systèmes de surveillance

Les équipements hydrauliques seront surveillés par l'exploitant lors des tournées régulières organisées comme suit :

- une visite détaillée par an qui permettra de fixer la nature des éventuels travaux d'entretien à réaliser ;
- des visites régulières, trimestrielles, et systématiquement après chaque forte pluie.

Ces visites permettront de vérifier le bon état et le bon fonctionnement des clapets et la nécessité s'il y a lieu, de réparation.

Par ailleurs il sera nécessaire d'intervenir rapidement à la suite d'un accident pour remettre le réseau en état.

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 39
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

2. Identification des dangers

2.1 Dysfonctionnements hydrauliques

Les dysfonctionnements hydrauliques qui peuvent être rencontrés sont les suivants :

- Obstruction du réseau de collecte des eaux pluviales (buses, caniveaux) ;
- Dépassement de la capacité hydraulique du réseau de collecte des eaux pluviales ;
- Obstruction des clapets des nœuds de dépollution.

2.2 Causes externes

2.2.1 Généralités

La pollution accidentelle est due à un déversement ponctuel de polluant suite à un accident de la circulation, essentiellement lorsque est impliqué un transport de matières dangereuses ou de produits toxiques susceptibles de rejoindre le réseau hydrographique ou les nappes.

En terme d'analyse générale sur ce type d'incidence, la probabilité de déversement de matières dangereuses sur un tronçon routier donné, est liée à l'importance du trafic induisant ce risque.

Dans ce cas présent, la résidence ne va pas induire une augmentation de la circulation de manière significative et ne nécessitera pas, à priori, l'utilisation de produits particulièrement polluants. Donc le risque de pollution accidentelle présente une très faible probabilité.

2.2.2 Déversement des eaux d'incendie

Lors d'un incendie d'un logement, les eaux d'incendie vont s'évacuer via le réseau d'eaux pluviales vers le bassin de rétention, provoquant ainsi une pollution accidentelle.

Mais cette pollution sera confinée dans le bassin de rétention en obturant l'ouvrage de sortie.

2.3 Crues de la Bénovie

Les crues du Vidourle et de la Bénovie sont réputées pour leur caractère violent et par la gravité des dégâts occasionnés.

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 40
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

Le parking Est du projet étant situé en zone inondable, il est concerné par les crues de la Bénovie.

Sur le parking ouest seront réalisés des mouvements de terrain (remblais, déblais sur place) de telle sorte que les parkings résidents seront faiblement inondables 20 à 30 cm d'eau pour une occurrence centennale.

3. Moyens d'intervention

3.1 Pollution accidentelle

L'objectif est d'éviter toute pollution accidentelle du milieu récepteur. L'exploitant aura toute latitude pour isoler le bassin et de confiner la pollution avant que celle-ci ne rejoigne le milieu récepteur, il devra :

- obturer d'urgence l'ouvrage de sortie du bassin de rétention ;
- alerter les autorités compétentes (pompiers) et informer si nécessaire les services ou gestionnaires concernés ;
- faire enlever la pollution.

L'alerte pourra être donnée soit par l'exploitant chargé de la surveillance, soit par un tiers. Dans ce dernier cas, ce sont les services d'incendie et de secours ou la police qui préviendront, le cas échéant, les autorités compétentes et gestionnaires concernées.

L'enlèvement des pollutions sera effectué par une entreprise spécialisée : les produits seront évacués vers un site agréé à les recevoir.

3.2 Crues de la Bénovie

Les crues de la Bénovie étant très violentes , le maire de Boisseron est averti par le PC de crise de la Préfecture du Gard en cas de crues et de risques pour la population. Il a la responsabilité de prévenir et de faire évacuer la population concernée.

Le Plan de Prévention des Risques des communes du Moyen Vidourle donne des recommandations par rapport aux parcs de stationnement en zone inondable (zone rouge) :

« Les parcs de stationnements des véhicules sous réserve qu'ils soient organisés et réglementés à partir d'un dispositif d'annonces de crues et que soient prévus les moyens mécaniques d'évacuation des véhicules ». (voir annexe 6 : Extrait du PPR des communes du Moyen Vidourle)

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 41
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

Dans le cadre du présent projet, les parkings sont implantés en zone rouge du PPR, de ce fait ils doivent tenir compte des recommandations citées précédemment et mettre en place un règlement.

A titre d'exemple, l'organisation et le règlement du parking pourra être envisagée de la manière suivante :

- Des panneaux de signalisations indiquent que le parking est en zone inondable
- L'alerte sera donnée :
 - par le Maire aux résidents et au gardien de la résidence,
 - par le gardien, qui pourra demander l'évacuation du parking dès que la rivière aura dépassé une certaine cote matérialisée par un repère type échelle limnimétrique ou repère de crue visible depuis le promontoire.

- 7 MAI 2004

- Les résidents auront l'obligation d'évacuer les véhicules du parking avant la montée des eaux.

Il faut prévoir une zone où les résidents pourront garer leurs véhicules temporairement (le temps de la crue) en zone non inondable.

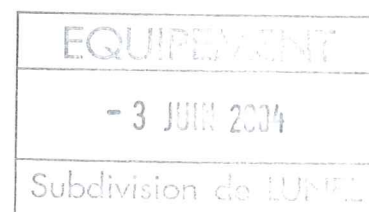
Un itinéraire d'évacuation sera indiqué par des panneaux de signalisation, empruntant préférentiellement les zones les moins inondables du parking (partie haute) jusqu'à l'emplacement des stationnements temporaires hors zone inondable.

- Pour les résidents absents, il pourrait être envisagé deux solutions :
 - Les résidents laissent un double de leurs clés du véhicule au gardien, qui évacuera les véhicules
 - L'utilisation d'un véhicule type dépanneuse pour enlever les véhicules restant sur le parking.
- A partir d'une certaine cote de la rivière (avant débordement sur les parkings) également matérialisée par un repère visible depuis le promontoire, l'accès au parking sera interdit à toute personne.

Il peut être également envisagé un dispositif automatisé : du type alarme dès que la rivière atteint les cotes d'alertes définies précédemment.

Cette organisation et ce règlement devront faire l'objet d'un document détaillé, établis par le Maître d'ouvrage et dont les résidents auront l'obligation de prendre connaissance.

Ces dispositions seront annexées au règlement de copropriété.



ELEMENTS GRAPHIQUES

Annexe 1 : Plan Cadastral

Annexe 2 : Plan de masse de l'état actuel

Annexe 3 : Plan de masse du projet

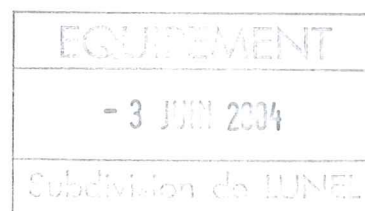
Annexe 4 : Carte géologique du BRGM

Annexe 5 : Zones remarquables

Annexe 6 : Extrait du PPR des communes du moyen Vidourle

Annexe 7 : Données DDE du Gard sur limite des crues antérieures

PC
03403304
0009
- 7 MAI 2004



03403304 0009

- 7 MAI 2004

Annexe n°1 : Plan Cadastral

EQUIPEMENT

- 3 JUIN 2004

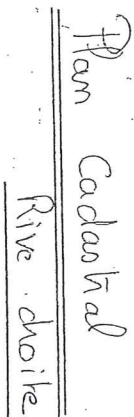
Subdivision de LUNEL

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 44
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

Plan Caderhal
Rive gauche

- 3 JUN 2034

Subdivision de LUNN.



Rive Gauche : Parc du Château

Section	Numéro	Superficie (m ²)
AD	124	130
AD	125	1 340
AD	126	550
AD	127	1 230
AD	128	39 270
AD	129	4 880
AD	630	8
AD	631	912
AD	632	60
	TOTAL	48 380

Rive droite : Château et bâtiments annexes

Section	Numéro	Superficie (m ²)
AC	110	2 048
AD	131	2 940
AD	132	2 990
AD	133	27
AD	134	1 550
AD	189	75
AD	190	1 040
AD	193	83
AD	194	240
AD	198	2 390
AD	199	380
AD	200	2 130
AD	364	3 230
AD	365	30
AD	366	171
AD	541	931
AD	544	880
	TOTAL	21 135

03403304
- 7 MAI 2004

EQUIPEMENT
- 3 JUIN 2004
Subdivision de LUNEL

PC
03403304
0009

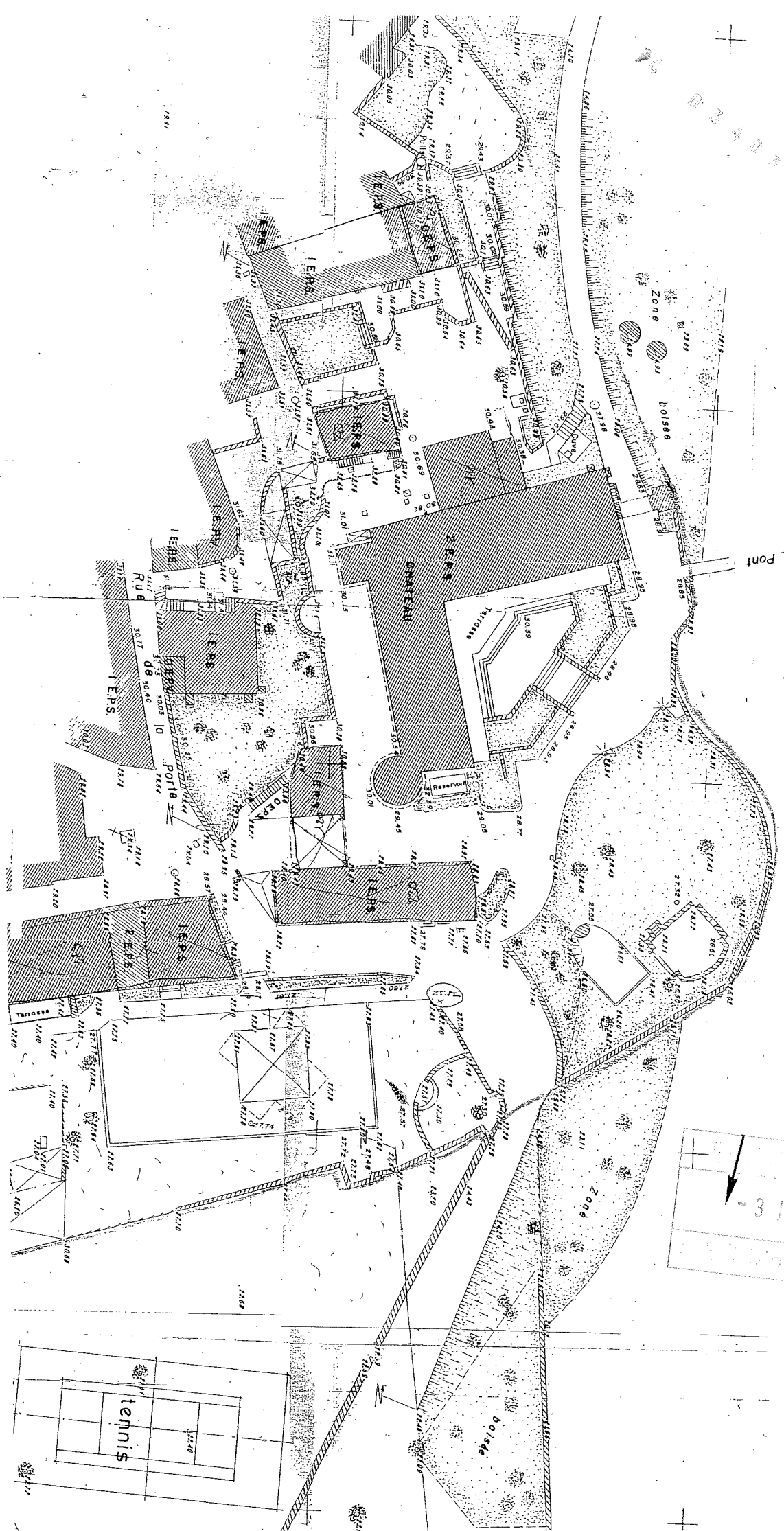
-7 MAI 2004

Annexe n°2 : Plan de masse de l'état actuel

EQUIPEMENT
- 3 JUIN 2004
Subdivision de LUNEL

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau	Page 45
Référence : 04.276/BEN/SB	Domaine du Château	Date : mai 2004
SARL CPI	BOISSERON	Version 2.0

- 7 MAI 2004



ÉLÉMENT
- 3 JUIN 2004
ZONAGE DE LUNZ

03403304 0009

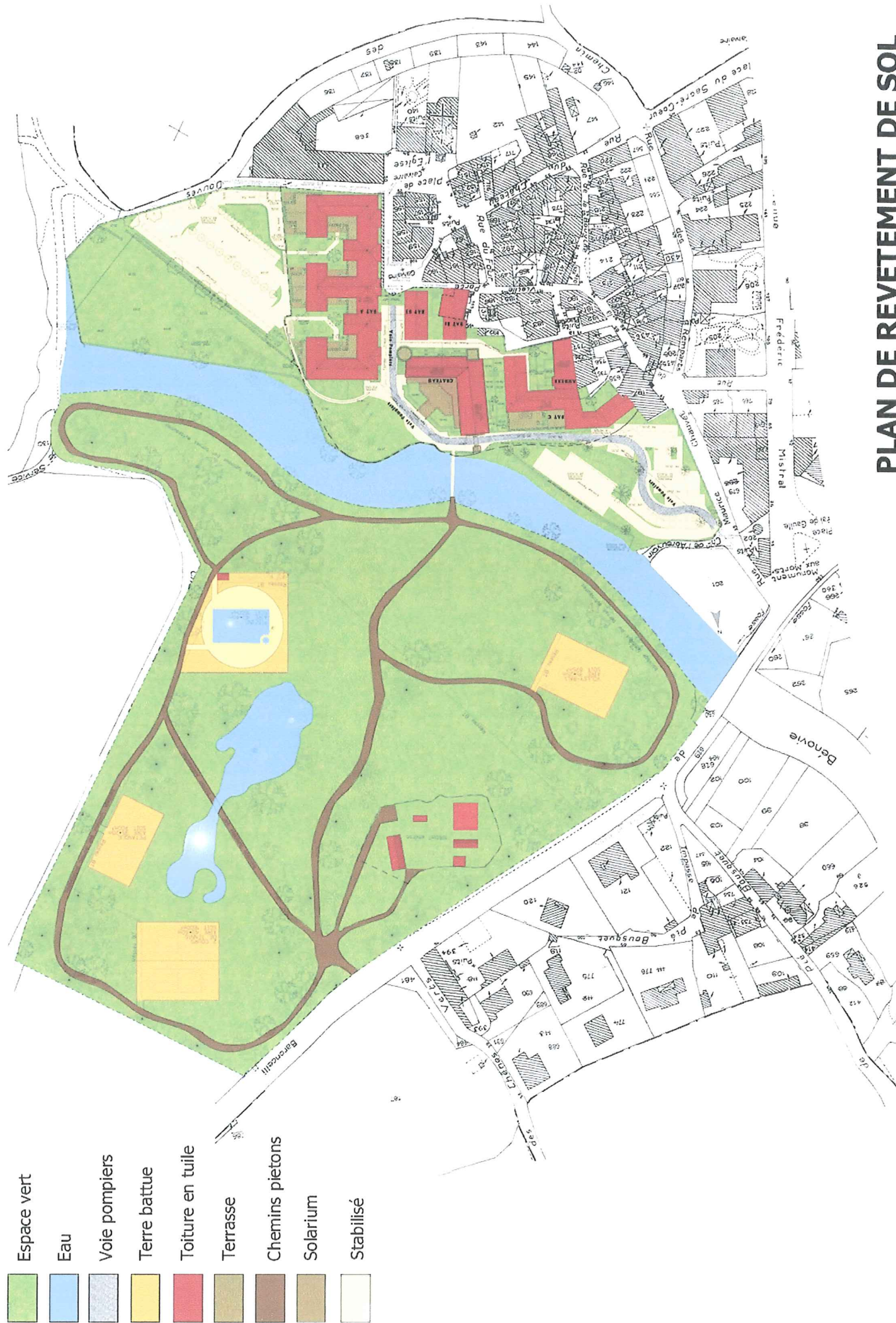
- 7 MAI 2004

Annexe n°3 : Plan de masse du projet

EQUIPEMENT
- 3 JUIN 2004
Subdivision de LUNEL

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 46
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

PLAN DE REVETEMENT DE SOL



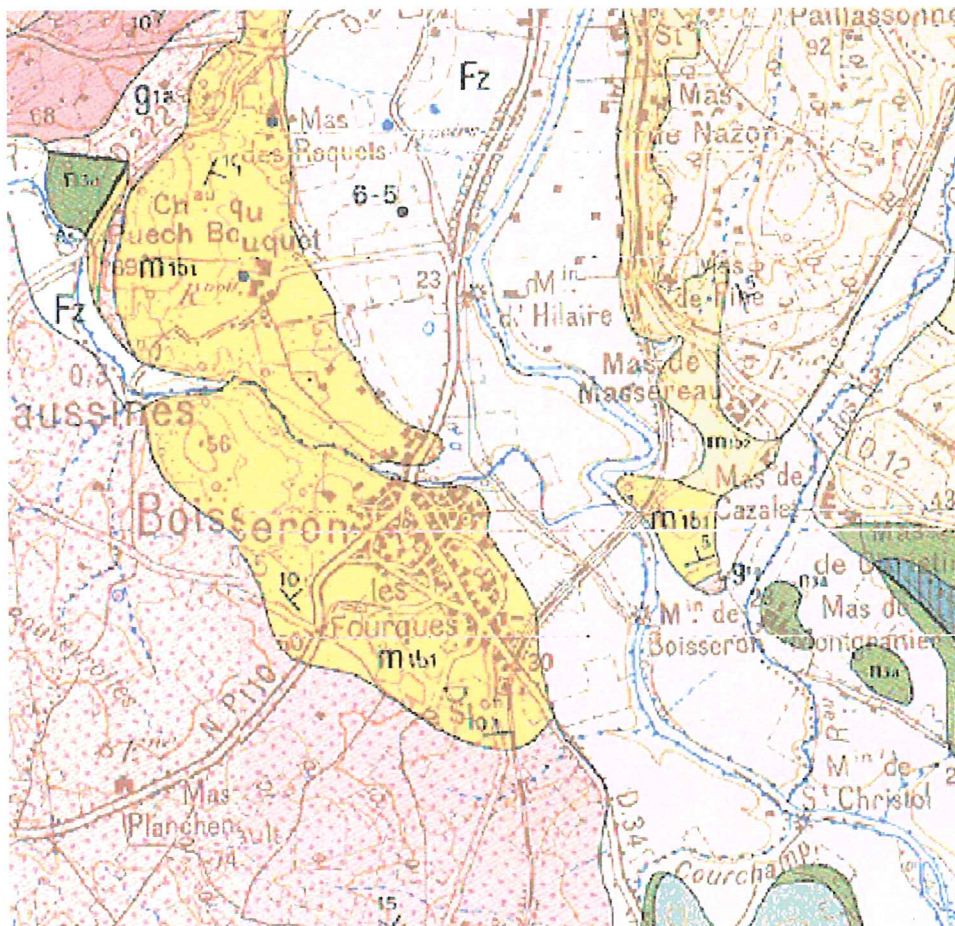
PC 03403304 0003

- 7 MAI 2004

Annexe n°4 : Carte géologique du BRGM

EQUIPEMENT
- 3 JUIN 2004
Subdivision de LUNEL

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 47
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0



034033040009
- 7 MAI 2004



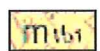
Fz : alluvions récentes



g 1a Oligocène inférieur : grès de Cellas ou Sauzet, conglomérat de Saint Drézervu



g 3a Calcaires de Pondres



m1b1 Burdigalien Inférieur, molasse calcareo-gréseuse

EQUIPEMENT
- 3 JUIN 2004
Subdivision de l'UPPEL

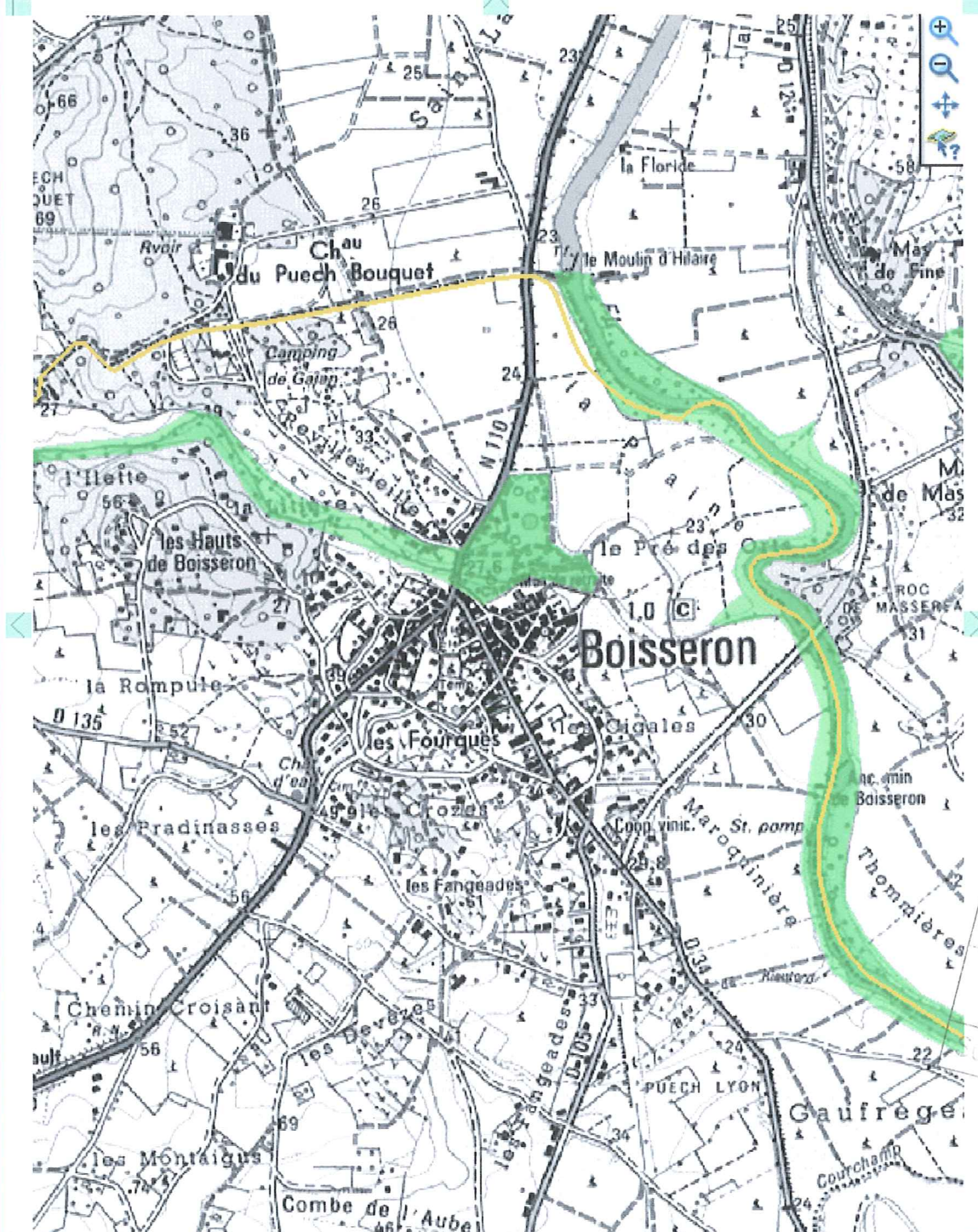
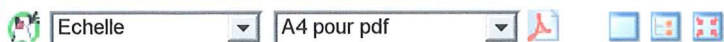
PC 03403304 0003

- 7 MAI 2004

Annexe 5 : Zones remarquables

EQUIPEMENT
- 3 JUIN 2004
Subdivision de LUNEL

Echelle A4 pour pdf



1:11949

LANGUEDOC-
ROUSSILLON



Questions/Remarks

- 7 MAI 2000

EQUIPMENT

- 3 JUIN 2004

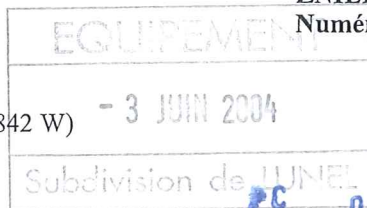
Subdivision de LUNÉVILLE



RIPISYLVE DE LA BÉNOVIE ET PARC DE BOISSERON

ZNIEFF de type II

Numéro: 00004119



Localisation

carte IGN au 1/25000 : Sommières (2842 W)

Superficie

19 ha

Mesure de gestion

aucune

Artificialisation

La proximité du village de Boisseron est à l'origine d'une fréquentation diffuse pour des activités de loisirs : pêche, canoë-kayak, promenade...

Description

Juste avant sa confluence avec le Vidourle, la Bénovie se fraye un passage entre deux reliefs collinaires avant de longer le village de Boisseron. La végétation qui borde les berges est une ripisylve caractéristique à Frêne (*Fraxinus angustifolia* subsp. *oxycarpa*), Orme (*Ulmus minor*) et Saule (*Salix* sp). En sous-bois, la végétation est luxuriante empêchant parfois l'accès jusqu'à la rivière ; on y observe la Clématite (*Clematis* sp), la Ronce (*Rubus* sp) et le Lierre (*Hedera helix*). Cette ripisylve est limitée à une bande étroite le long du cours d'eau. A hauteur de Boisseron, la Bénovie traverse un parc boisé et entretenu.

Critères de délimitation

La délimitation du site s'appuie sur des critères liés à l'occupation des terres et aux activités humaines. La limite englobe la haie d'arbres à feuillage caduque, propre aux bords des eaux ainsi que le parc qui s'identifient facilement par rapport aux cultures environnantes et au village de Boisseron.

Richesse patrimoniale

Ce territoire ayant été très faiblement prospecté, il n'apparaît pas de richesses patrimoniales particulières. Il conviendrait cependant, étant donné la nature de la végétation, de procéder à des relevés de terrain afin de détecter d'éventuelles espèces rares tant sur le plan botanique que faunistique (oiseaux, batraciens).

Intérêt

Les formations arborescentes qui bordent les rivières contrastent avec la végétation xérophile habituelle de la région méditerranéenne. Cette forêt-galerie, composée d'espèces originaires des régions tempérées constitue une enclave biogéographique d'un grand intérêt écologique. Les ripisylves sont, en effet, des zones d'accueil et de refuge pour de nombreuses espèces animales et végétales parfois rares et qui recherchent la fraîcheur et l'humidité ainsi que des zones de repos pour les oiseaux migrateurs. Avec le parc aux essences diversifiées, ce site possède une valeur de biotope élevée.

Dégradation

Ce milieu est particulièrement sensible à tout abattage massif d'arbres et notamment ceux situés en bordure de l'eau. A l'inverse, les berges laissées à l'abandon et encombrées par les arbres morts sont un obstacle à la libre circulation de l'eau. Un entretien léger est donc nécessaire.

Gestion du milieu

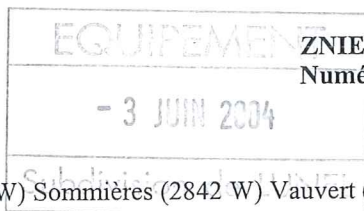
Il conviendrait d'inscrire cette zone en "espace boisé classé" au titre du POS de façon à éviter les risques de destruction ou d'urbanisation diffuse.

Bibliographie - Source

LHERITIER J.N. - Université Paul Valéry - Montpellier. Communication orale. Maîtrise d'ouvrage : Ministère de l'Environnement Maîtrise d'ouvrage déléguée nationale : Secrétariat de la Faune et de la Flore du Muséum National d'Histoire Naturelle Maîtrise d'ouvrage déléguée régionale : Direction Régionale de l'Environnement Languedoc-Roussillon (DIREN) Maîtrise d'oeuvre : Institut des Aménagements Régionaux et de l'Environnement (IARE Montpellier). 1992



RIPISYLVE INFÉRIEURE DU VIDOURLE



ZNIEFF de type II
Numéro: 00004139

Localisation

cartes IGN au 1/25000 : Lunel (2843 W) Sommières (2842 W) Vauvert (2843 E).

Superficie

-

Mesure de gestion
aucune

PC 03403304 0009

- 7 MAI 2004

Artificialisation

Ce site subit une fréquentation diffuse et ponctuelle liée essentiellement à des activités de loisirs : - base de canoë-kayak à Boisseron ; - baignade ; - pêche ; - fréquentation touristique à hauteur du pont romain et du site d'Ambrussum.

Description

En aval de Sommières, le Vidourle entre dans la plaine agricole de l'Hérault et du Gard. La pente est moins forte et son cours devient plus sinueux. Les berges du cours d'eau sont occupées par une ripisylve linéaire d'une grande diversité tant au niveau de sa structure que des essences qui la composent. Les espèces dominantes sont : le Frêne (*Fraxinus angustifolia* subsp. *oxycarpa*), le Peuplier noir (*Populus nigra*), le Saule (*Salix* sp), le Platane (*Platanus* sp) et la Canne de Provence (*Arundo donax*) auxquelles s'ajoutent parfois des bosquets à Peuplier blanc (*Populus alba*). Le sous-bois est particulièrement luxuriant interdisant souvent l'accès à la rivière. Ponctuellement, par exemple à hauteur de Massereau, la ripisylve s'élargit à la faveur d'un méandre ou d'un bras mort et atteint jusqu'à 200 m de part et d'autre du cours d'eau. Le site de la Roque d'Aubais où le cours d'eau, surplombé par des falaises, est très encaissé accroît la diversité paysagère de cette région par ailleurs relativement homogène.

Critères de délimitation

La délimitation du site s'appuie sur des critères liés à l'occupation des terres et à la nature de la végétation. La limite retenue englobe l'ensemble de la ripisylve inférieure du Vidourle qui possède un développement significatif depuis Sommières jusqu'au pont de Lunel. Au-delà, le cours d'eau est endigué, la végétation des berges est fortement réduite et perd ainsi de son intérêt écologique.

Richesse patrimoniale

Ce territoire ayant été très faiblement prospecté, il n'apparaît pas de richesses patrimoniales particulières. Il conviendrait cependant, étant donné la nature de la végétation, de procéder à des relevés de terrain afin de détecter d'éventuelles espèces rares tant sur le plan botanique que faunistique (oiseaux, batraciens).

Intérêt

Les formations arborescentes qui bordent les rivières contrastent avec la végétation xérophile habituelle de la région méditerranéenne. Cette forêt-galerie, composée d'espèces originaires des régions tempérées, constitue une enclave biogéographique d'un grand intérêt écologique. Les ripisylves sont, en effet, des zones d'accueil et de refuge pour de nombreuses espèces animales et végétales parfois rares qui recherchent la fraîcheur et l'humidité ainsi que des zones de repos pour les oiseaux migrateurs. De plus, la ripisylve est souvent la seule matérialisation paysagère du tracé de la rivière. Les difficultés d'accès au cours d'eau l'ont jusqu'à préservée des dégradations et il est rare dans la région d'observer une telle continuité de végétation rivulaire. De surcroît, contrairement à celles de la plupart des rivières de la plaine languedocienne, elle n'a pas été dégradée par l'implantation de gravières.

Dégradation

Ce cours d'eau, traversant des zones urbanisées, est particulièrement menacée par la création d'infrastructures, les rejets d'eaux usées ou les décharges sauvages. Par ailleurs, il est sensible à tout abattage d'arbres et notamment ceux situés en bordure de l'eau. À l'inverse les berges laissées à l'abandon et encombrées par les arbres morts sont un obstacle à la libre circulation de l'eau.

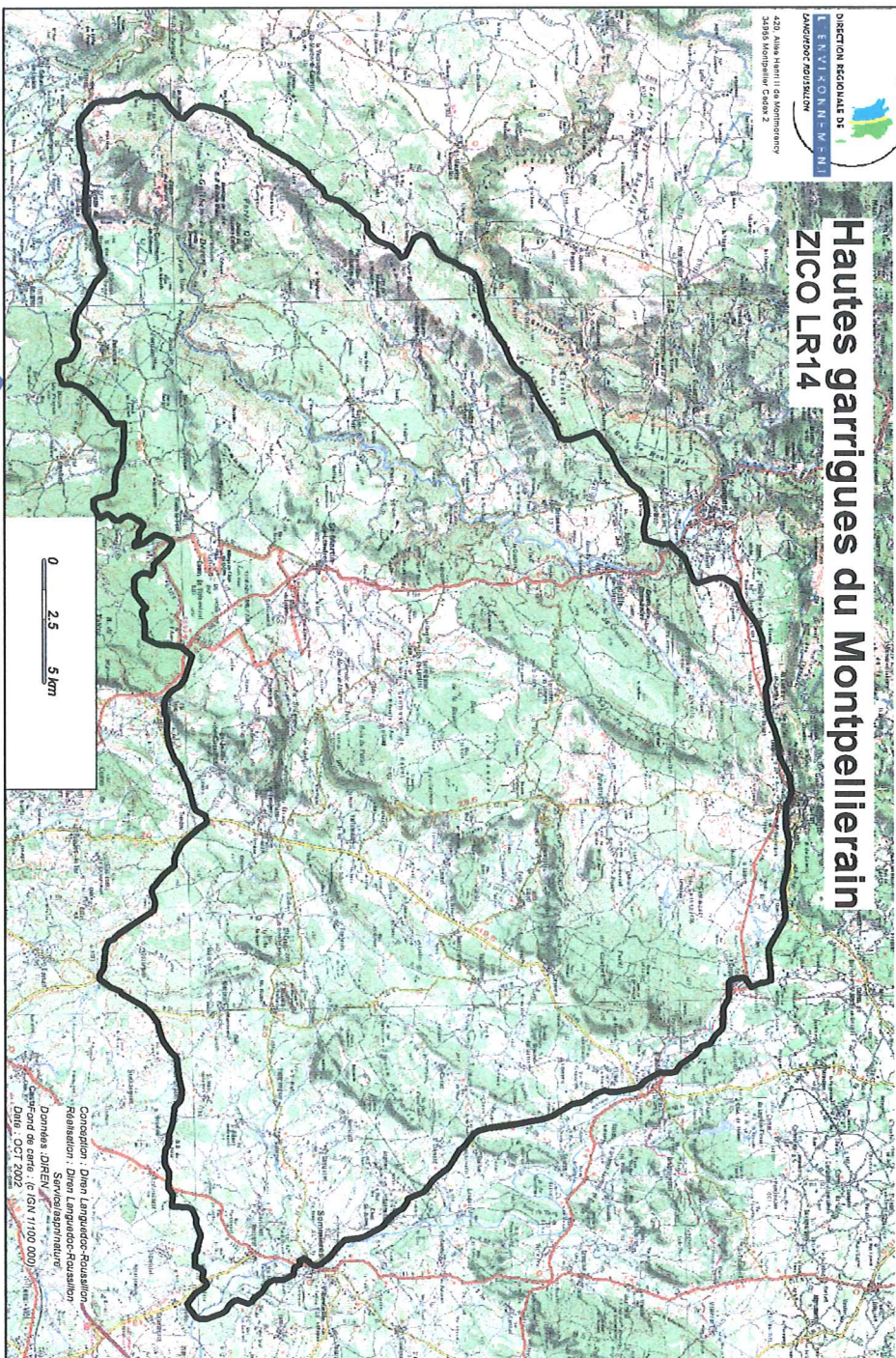
Gestion du milieu

Il conviendrait d'inscrire les secteurs les plus intéressants en "espace boisé classé" au titre des POS de chacune des communes concernées.

Bibliographie - Source

B.R.L., I.A.R.E., 1991 - L'aménagement et la gestion du Vidourle. Syndicat mixte pour l'aménagement et la mise en valeur du Vidourle et de ses affluents. Rapport de phase I : recueil des données. LHERITIER J.N. - Université Paul Valéry - Montpellier. Communication orale. Maîtrise d'ouvrage : Ministère de l'Environnement Maîtrise d'ouvrage déléguée nationale : Secrétariat de la Faune et de la Flore du Muséum National d'Histoire Naturelle Maîtrise d'ouvrage déléguée régionale : Direction Régionale de l'Environnement Languedoc-Roussillon (DIREN) Maîtrise d'oeuvre :

Hautes garrigues du Montpelliérain ZICO LR14



Les documents cartographiques produits par le Dren Languedoc-Roussillon n'ont aucune valeur contractuelle et ne sauraient engager la responsabilité de l'Etat.

Conception : Dren Languedoc-Roussillon
 Réalisation : Dren Languedoc-Roussillon
 Service cartographie
 Dominique JUREY
 Carte de 1:50 000 (1:50 000)
 Date : OCT 2002

(c)DIREN Languedoc-Roussillon / "Chemin + Nom du document" wor

7 MAI 2004

EQUIPEMENT
- 3 JUIN 2004
Subdivision de Languedoc

LR14
HAUTES GARRIGUES DU MONTPELLIERAIS

numéro de la zone: LR14
département(s) : Hérault, Gard
coordonnées : 43°42' - 43° 58' N
03°29' - 04° 07' E
Altitude 33 à 942 m.
date de rédaction de la fiche: Janvier 1991
commune(s) concernée(s):

St-Guilhem-le-Désert (34261)	Montpeyrroux (34173)
Puechabon (34221)	St-Jean-de-Buèges (34268)
Argelliers (34012)	Viols-en-Laval (34342)
Muries (34177)	Noire-Dame-de-Londres (34185)
Brissac (34042)	Laroque (34128)
Moules-et-Baucels (34174)	Ferrières-et-Verrières (34099)
Cazevielle (34066)	St-Mathieu-de-Tréviers (34276)
Lauret (34131)	Sauterargues (34077)
Vaquières (34318)	St-Bauzille-de-Montmel (34242)
Buzignargues (34043)	St-Jean-de-Cornies (34265)
Campagne (34048)	Saussines (34296)
St-Serès (34288)	St-Drézéry (34249)
Assas (34014)	Les Matelles (34153)
La Cadière-et-Cambo (30058)	Pompignan (30200)
Sauve (30311)	Liouc (30148)
Carnas (30069)	St-Clément (30244)
Salinelles (30306)	Gailhan (30121)
Junas (30136)	Restinclières (34227)
St André de Buèges (34238)	La Vaquerie et St Martin de Castries (34317)
St-Jean-de-Fos (34267)	Aniane (34010)
Pégairrolles-de-Buèges (34195)	Aubais (30019)
Causse-de-la-Selle (34260)	Viols-le-Fort (34343)
St-Martin-de-Londres (34274)	Mas-de-Londres (34152)
Agonès (34005)	St-Bauzille-de-Putois (34
St-Jean-de-Cuculles (34266)	Claret (34078)
Fontanès (34102)	St-Croix-de-Quintillargues(34248)
Montaud (34164)	St-Hilaire-de-Beauvoir (34263)
Gaiargues (34110)	Garrigues (34112)
Boisseron (34033)	Beaulieu (34027)
Guzargues (34118)	Le Triadou (34314)
St-Hippolyte-du-Fort (30263)	Conqueyrac (30093)
Quissac (30210)	Brouzet-les-Quissac (30054),
Corconne (30095)	Aspères (30018)
Sommières (30321)	Sardan (30309)
La Boissière (34035)	Campagne (34048)
Castries (34058)	Cazhliac (341067)
St Christol (34246)	Teyran (34309)
Rogues (30219)	Montoulieu (34171)

STATUT DE PROPRIÉTÉ :

02 privé
04 collectivité(s) locale(s)

DESCRIPTION DU MILIEU :

22 Lac, réservoir, étang, mares (eau douce)
24 Cours d'eau
31 Lande, jeune parcelle de boisement
32 Végétation sclérophylle, garrigue, maquis
34 Pelouse xérophylle sur sol calcaire, pseudosteppe
41 Forêt de feuillus (à plus de 75 %)
42 Forêt de résineux (à plus de 75 %)
44 Forêt alluviale, ripisylve bois marécageux
45 Forêt de feuillus sempervirente (chêne liège ou vert...)
61 Eboulis montagnards, versants rocheux
62 Falaises et parois rocheuses
65 Caverne, grotte
81 Prairies fortement amendées ou enssemencées
82 Cultures sans arbre
83 Vergers, bosquets, plantations de peupliers ou d'exotiques
84 Haies et bocage
86 Zone urbaine et industrielle
87 Friches, zones rudérales et perturbées

STATUT DE PROTECTION:

02.2.00 Aucune protection
05.2.00 Site classé : Ravin des Arcs
Pic Saint-Loup (2000 ha)

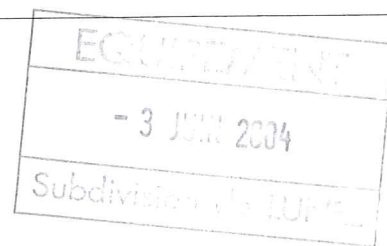
Site inscrit : Hortus (3000 ha)
St-Guilhem (800 ha)

ACTIVITÉS HUMAINES

01 Agriculture
02 Sylviculture
03 Elevage
04 Pêche
05 Chasse
06 Navigation de plaisance
07 Tourisme et autres loisirs
08 Habitat : dispersé
09 Habitat : agglomération
10 Industries
14 Aéroport
19 Mines et carrières
20 Barrages et réservoirs

Critères d' inclusion : E2 ?, E4, E5 ?, E6, E7, E 12.

- 7 MAI 2004



Liste des espèces d'oiseaux

Année du dernier recueil d'informations ornithologiques : 1990

Code et nom de l'espèce	Nicheurs	Hivernage	Migration
A072* Bondrée apivore (Pernis apivorus)	1-2		1000-2000
A073* Milan noir (Milvus migrans)	10-20		500-1000
A074* Milan royal (Milvus milvus)			B
A077* Vautour péronoptère (Neophron peronopterus)	1		
A080* Circaète Jean le Blanc (Circus alpinus)	20-25		
A081* Busard des roseaux (Circus aeruginosus)			X
A082* Busard Saint-Martin (Circus cyaneus)		B	
A084* Busard cendré (Circus pygmaeus)	10-20		
A091* Aigle royal (Aquila chrysaetos)		X	X
A092* Aigle botté (Hieraetus pennatus)			B
A093* Aigle de Bonelli (Hieraetus fasciatus)	4		
A100* Faucon d'Éléonore (Falco eleonorae)			X
A103* Faucon pèlerin (Falco peregrinus)		X	X
A128* Outarde canepetière (Tetrax tetrax)	20-40		
A133* Oedicnème criard (Burhinus oedicnemus)	A		X
A215* Grand Duc d'Europe (Bubo bubo)	30-40		
A224* Engoulevent d'Europe (Caprimulgus europaeus)	B-C		
A228* Martinet à ventre blanc (Apus melba)	B		
A229* Martin pêcheur d'Europe (Alcedo atthis)	X	X	
A230* Guepier d'Europe (Merops apiaster)	C		
A231* Rollier d'Europe (Coracias garrulus)	30-50		
A242* Alouette calandre (Melanocorypha calandra)	X		
A246* Alouette lulu (Lullula arborea)	C		
A252* Hirondelle rousseline (Hirundo daurica)	1		
A255* Pipit rousseline (Anthus campestris)	C		
A302* Fauvette pitchou (Sylvia undata)	C-D		
A338* Pie-grièche écorcheur (Lanius collurio)			X
A340* Pie-grièche grise (Lanius excubitor)	B-C		
A341* Pie-grièche à tête rousse (Lanius senator)	B-C		
A346* Crave à bec rouge (Pyrrhonorax pyrrhonorax)	B		
A379* Bruant ortolan (Emberiza hortulana)	B-C		

EQUIPEMENT

- 3 JUIN 2004

Subdivision de LUNEL

- 7 MAI 2004

03403304 0009

03403304 0009

- 7 MAI 2004

Annexe 6 : Extrait du PPR des communes du moyen Vidourle

EQUIPEMENT
- 3 JUIN 2004
Subdivision de LUNEL

[illegible][illegible]

SITE

ZONE ROUGE

ZONE BLEUE Bn

ZONE BLEUE Bn

ZONE ROUGE

EQUIPMENT

- 3 JUN 2004

Subdivision de LUNDA

Objectif

"RECOMMANDATIONS"

REDUCTION DE LA VULNERABILITE
DES BIENS ET ACTIVITES

Clauses réglementaires

ENTRETIEN DU LIT MINEUR

- L'entretien du lit mineur par déboisement ou enlèvement des atterrissements après procédure d'autorisation conformément aux dispositions de la Loi sur l'eau.
- L'entretien des berges par reboisement des talus érodés et entretien sélectif de la ripisylve

MODES CULTURAUX

- Les modes culturels, la constitution de haies vives, dont les conséquences peuvent être le ralentissement des écoulements ou l'augmentation de la capacité de stockage des eaux, sans toutefois créer d'obstacle à leur écoulement sous forme de barrage

UTILISATIONS DU SOL

- Le stationnement des véhicules sur le domaine public en agglomération sous réserve qu'il soit limité dans la durée.
- Les parcs de stationnement des véhicules sous réserve qu'ils soient organisés et réglementés à partir d'un dispositif d'annonces de crues et que soient prévus les moyens mécaniques d'évacuation des véhicules.

EQUILIBRENT
- 3 JUIN 2004
Subdivision de LUNEL

- 7 MAI 2004

Fiche des Plus Hautes Eaux

Reperes de Nivellement

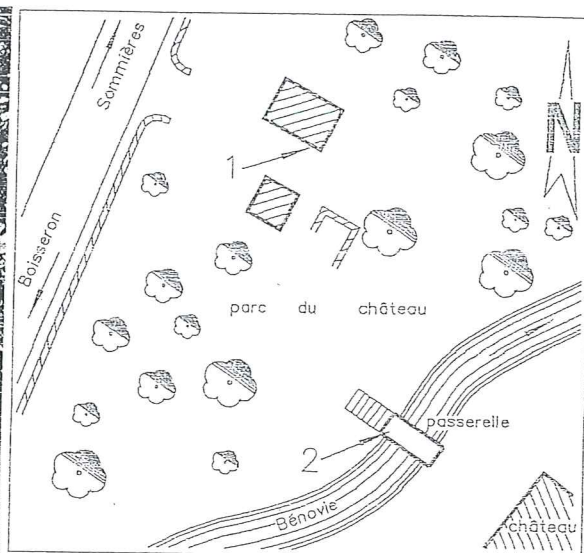
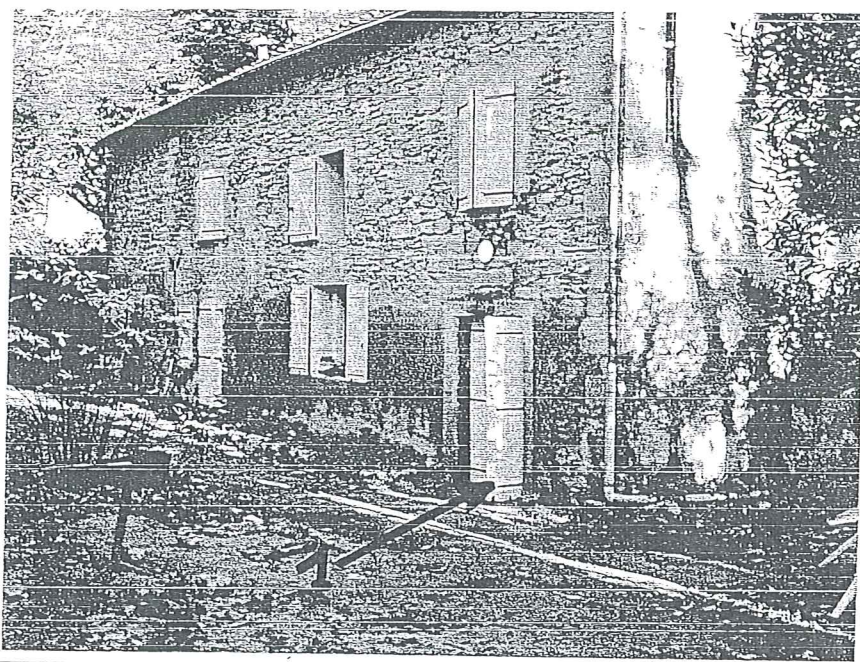
Numero	Nature	Support	Altitude N.G.F.	Hauteur /T.N.
1	seuil	porte	24.21	0
2	sol	passerelle	25.95	/

Coordonnées LAMBERT : X : 740550
Y : 164020

Localisation de la P.H.E.

Commune : BOISSERON
 Adresse : château de Boisseron
 (maison du jardinier)
 Cadastre :
 Cours d'eau : Vidourle - Bénovie
 Echelle plans de référence : 1/10000

Support : maison



Resultats d'Enquete

Date Crue	Hauteur /reper	Numero	Altitude N.G.F.	Marque	Observations	Nom témoins	Date	Enqueteur
1933	1.54	1	25.75	x	Les marques restent, mais le mur où les dates étaient inscrites a été partiellement recrépi par le médecin, directeur de la maison de retraite		85	MP
1958	1.40	1	25.61	x			85	MP
1907	0.97	1	25.18	x			85	MP
?	0.76	1	24.97	x			85	MP
1934	0.44	1	24.65	x			85	MP
?	0.31	1	24.52	x	laisses très nettes marque peinture blanche sur le sol passerelle		85	MP
09-09-02	1.81	1	26.02	x			02	AB
09-09-02	0	2	25.95	x			85	AB

Fiche des Plus Hautes Eaux

Reperes de Nivellement

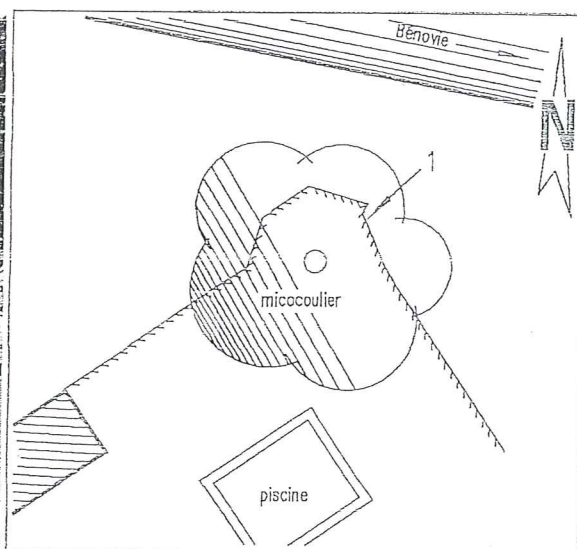
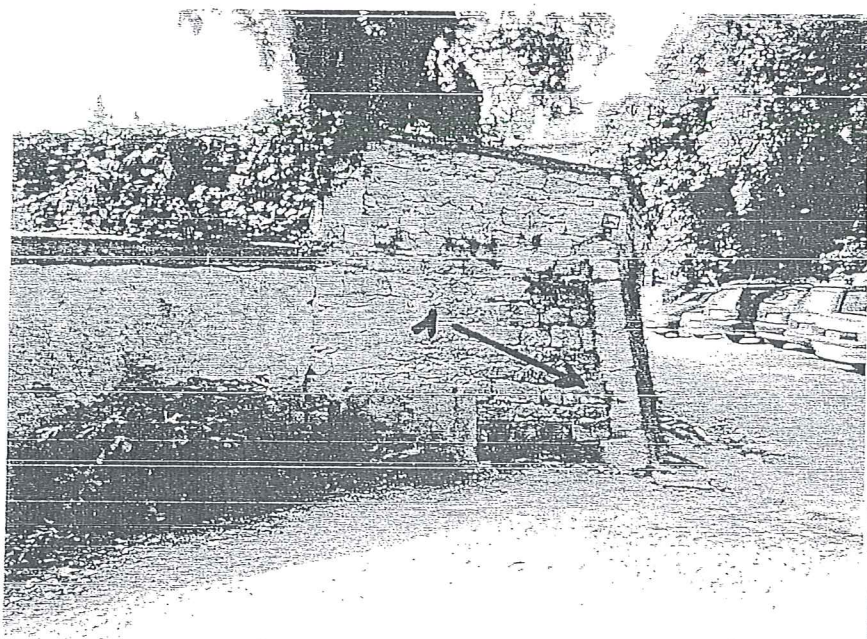
Numero	Nature	Support	Altitude N.G.F.	Hauteur /T.N.
1	marque de peinture	mur de soutènement	25.85	0.80

Coordonnées LAMBERT : X : 740700
Y : 163870

Localisation de la P.H.E.

Commune : BOISSERON
 Adresse : château de Boisseron
 Cadastre : 03403304 0009
 Cours d'eau : Bénovie — Vidourle
 Echelle plans de référence : 1/10000

Support : mur soutènement piscine



Resultats d'Enquete

Date Crue	Hauteur /repere	Numero	Altitude N.G.F.	Marque	Observations	Nom témoins	Date	Enqueteur
09-09-02	0	1	25.85	x	laisses nettes		02	VM

EC

- 3 JUIN 2004

Subdivision de

Fiche des Plus Hautes Eaux

Reperes de Nivellement

Numero	Nature	Support	Altitude N.G.F.	Hauteur /T.N.
1	sol	pied des cuves	23.83	0
2	seuil	portail	23.67	0

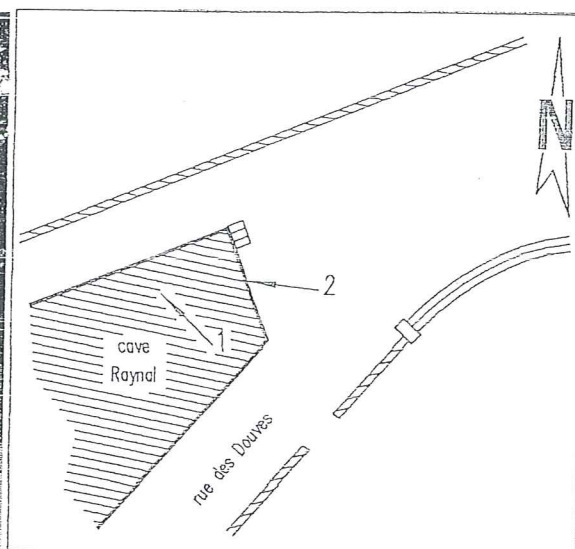
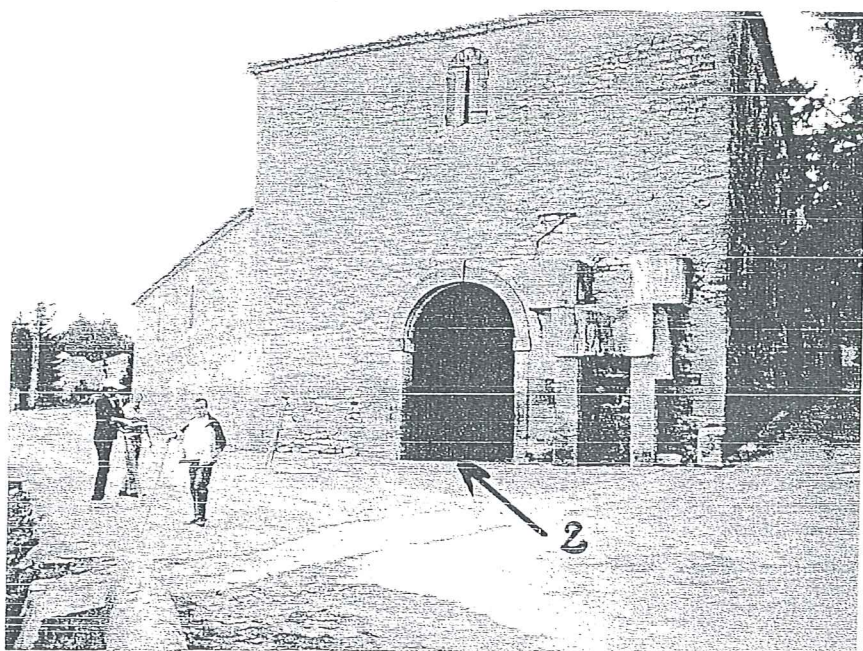
Coordonnées LAMBERT : X : 740770
Y : 163790

Localisation de la P.H.E.

Commune : BOISSERON
Adresse : 03 40 33 04 - 7 MAI 2004
Cadastré :
Cours d'eau : Vidourle
Echelle plans de référence : 1/10000

Support :

remise



Resultats d'Enquete

Date Crue	Hauteur /repere	Numero	Altitude N.G.F.	Marque	Observations	Nom témoins	Date	Enqueteur
09-09-02	1.81	1	25.64		laisses très nettes		02	AB

EG...

- 3 JUIN 2004

Subdivision de ...

- 7 MAI 2004

PC

0 3 4 0 3 3 0 4

0 0 0 9

Annexe 7 : Données DDE du Gard sur limite des crues antérieures

EQUIPEMENT

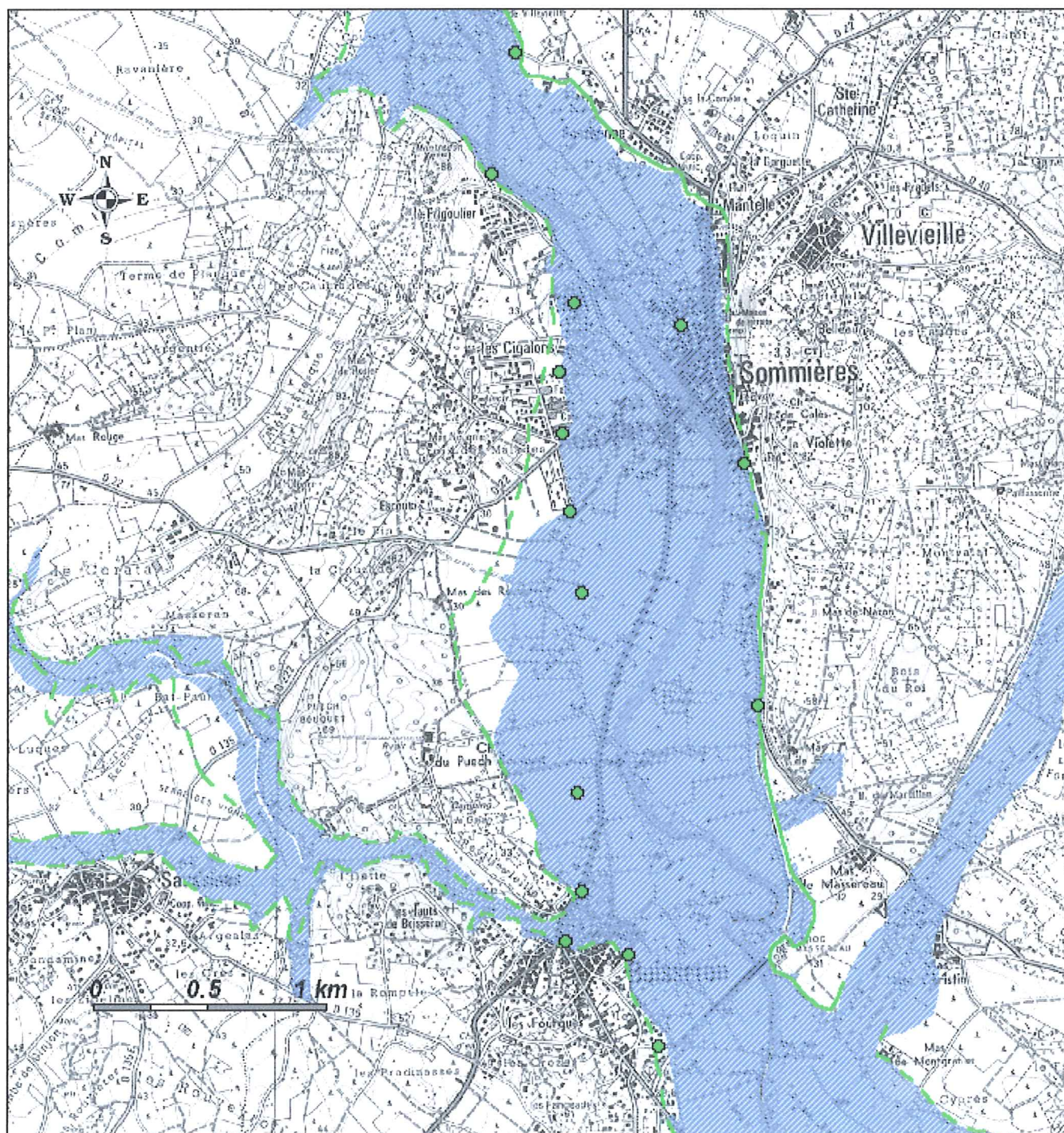
- 3 JUIN 2004

Subdivision de LUNEL

Dossier n° PR 7649/1	Dossier de déclaration Loi sur l'Eau Domaine du Château BOISSERON	Page 50
Référence : 04.276/BEN/SB		Date : mai 2004
SARL CPI		Version 2.0

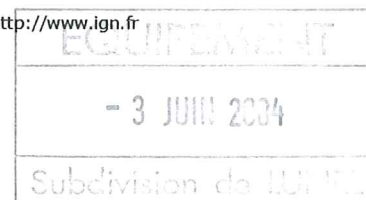
- 7 MAI 2004

Dalle N° 12	Bassin Versant du Vidourle
Communes : Sommières , Villevieille , Boisseron , Saussines Cours d'eau : Valat le Grand , le Vidourle , la Bénovie , Ruisseau le Ribansol	Carte n°1: Carte de la crue



Les données sont fournies à titre informatif et n'ont aucune valeur réglementaire. Elles ne sont significatives qu'à partir de l'échelle de 1:25 000 ème. L'État ne pourra être tenu pour responsable des erreurs de localisation, d'identification ou d'actualisation ou des imprécisions des données.


Référence du document utilisé SCAN 25 © IGN - Paris-1999 autorisation n° 90-9068 <http://www.ign.fr>

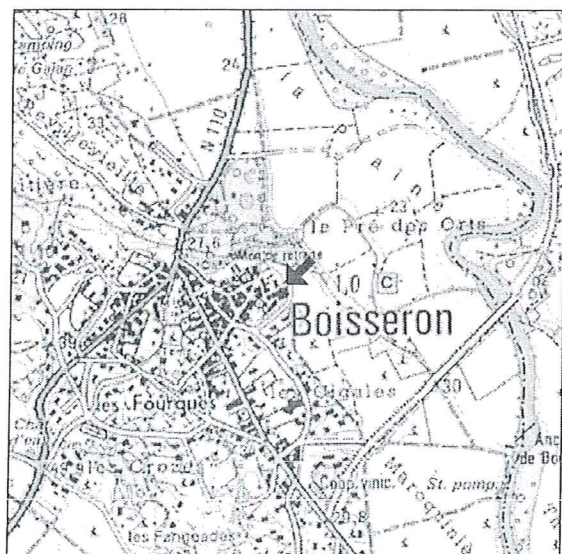




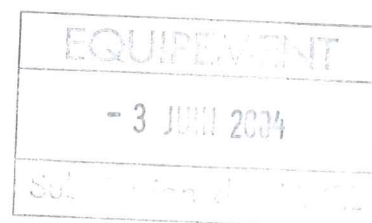
- 7 MAI 2004



	PHE N°	vid_41	Cours d'eau/bassin	Vidourle	Commune	BOISSERON
Relevé PHE	STRATEGIS			NIV PHE	SCP RICHER	
Hauteur (cm)	202.5	Par rapport	sol			
Commentaire	Rue des douves, Cave Reynal. Montant droit du portail. PHE comparative avec 1958 : 186.5 cm					
Position LIIC et NGF	X : 740773.78		Y : 3163803.29		Z Repère : 23.515	Z PHE : 25.625

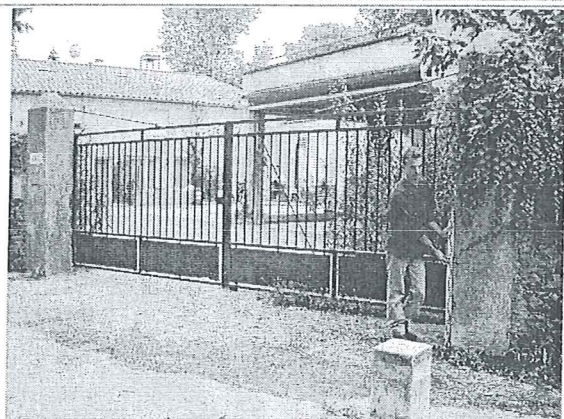
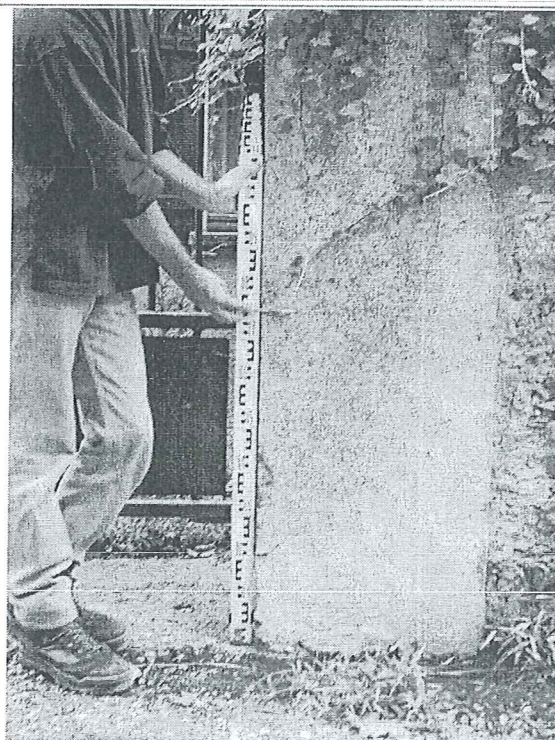
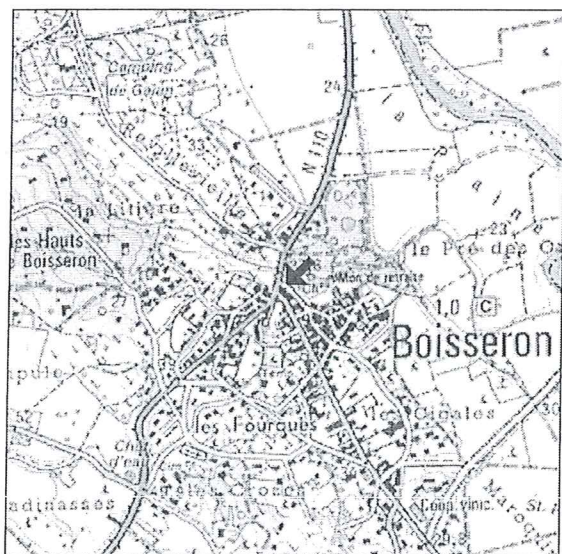


03403304 0009





PHE N°	vid_42	Cours d'eau/bassin	Vidourle	Commune	- 7 MAI 2004 BOISSERON
Relevé PHE	STRATEGIS		NIV PHE	SCP RICHER	
Hauteur (cm)	77	Par rapport	sol		
Commentaire	Montant droit du portail, maison "Clevacances" rue Chauvet, face entrée chateau.				
Position LIIC et NGF	X : 740500.65	Y : 3163840.36	Z Repère : 25.251	Z PHE : 26.021	



DC
03403304
0009

EQUIPEMENT

- 3 JUIN 2004

Subdivision de LUNEL



PREFECTURE DE L'HERAULT



Montpellier, le 13 OCT. 2005

Service instructeur
DDE - SU/EER
Ph.V/MD
Affaire suivie par
Ph. VANHUFFEL

Le Préfet
de la Région Languedoc-Roussillon
Préfet de l'Hérault

**RECEPISSE DE DECLARATION
au titre des articles L 214-1 à 6
du Code de l'Environnement**

N° 2005.01.57

DECLARANT : S.A.R.L. CONSEIL PROMOTION INVESTISSEMENT
2 BIS RUE Gauthier de Rumilly
80000 AMIENS

OBJET : Commune de BOISSERON
Réhabilitation du Domaine du Château

- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L 214-1 à 6 du Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, pris en application des articles L 214-1 à 6 du Code de l'Environnement ;
- VU le permis de construire n° PC 3403304F0027 en date du 23 août 2005 par lequel la S.A.R.L. CONSEIL PROMOTION INVESTISSEMENT est autorisée à aménager un terrain de 7 ha cadastré section AD, parcelles n° 124 à 129, 131 à 134, 189, 190, 193, 194, 198 à 200, 364 à 366, 541, 544, 630 à 632 ;
- VU les plans et documents produits à l'appui de cette déclaration ;
- VU le courrier de la Mission Inter-Services de l'Eau de l'Hérault (MISE) (service instructeur : Direction Départementale de l'Équipement) en date du 11 OCT. 2005

PREFECTURE DE L'HERAULT



Service instructeur
DDE - SU/EER
Ph.V/MD
Affaire suivie par
Ph. VANHUFFEL

Montpellier, le 13 OCT. 2005

Monsieur le Directeur,

Vous m'avez transmis le dossier de déclaration au titre des articles L 214-1 à 6 du Code de l'Environnement relatif à la réhabilitation du Domaine du Château sur le territoire de la commune de BOISSERON.

Ce programme à vocation d'habitats d'une superficie de 7 ha, cadastré section AD parcelles n° 124 à 129, 131 à 134, 189, 190, 193, 194, 198 à 200, 364 à 366, 541, 544, 630 à 632 et section AC n° 110 a fait l'objet d'un permis de construire n° PC 3403304F0027 en date du 23 août 2005.

Vous m'avez demandé la délivrance d'un récépissé de déclaration concernant l'opération énoncée ci-dessus, en vertu des décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 pris en application des articles L 214-1 à 6 du Code de l'Environnement.

Par courrier en date du 11 OCT. 2005, la Mission Inter-Services de l'Eau (MISE) - Service Instructeur : Direction Départementale de l'Équipement, m'a fait connaître son avis favorable à la réalisation de ce projet.

Par conséquent, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, le récépissé de déclaration qui vaut accord pour la réalisation des travaux, sous réserve que vous respectiez les autres réglementations.

Ce récépissé sera complété ultérieurement par l'envoi des prescriptions générales lorsque les textes les concernant seront parus.

Il va de soi cependant que l'obligation de préservation du milieu demeure et que la responsabilité tant civile que pénale de la S.A.R.L. CONSEIL PROMOTION INVESTISSEMENT et à terme, de la commune et du Maire, pourrait être engagée, notamment en cas de pollution (article L 232.2 du Code Rural et L 216-6 à 13 du Code de l'Environnement).

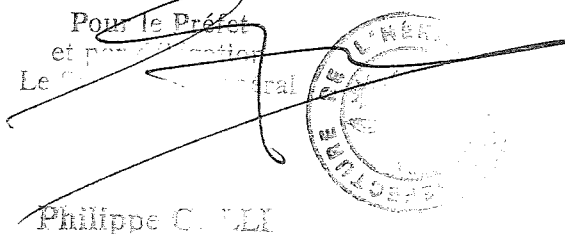
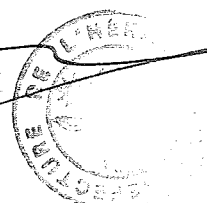
A ce titre, je vous rappelle que les eaux collectées ayant pour exutoire final le ruisseau la Bénovie doivent être exclusivement pluviales.

Enfin, je vous demande de m'adresser un exemplaire du plan de récolement des ouvrages exécutés dès la fin des travaux.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet

Monsieur le Directeur de la S.A.R.L.
CONSEIL PROMOTION INVESTISSEMENT
2 bis rue Gauthier de Rumilly
80000 AMIENS

Pour le Préfet
et pour l'Environnement
Le Préfet

Philippe C. VLI


CONSIDERANT que l'opération est soumise à déclaration sous la rubrique 5.3.0 de la nomenclature du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

CONSIDERANT les dispositions adoptées par le maître d'ouvrage

⇒ pour assurer le traitement des eaux avant rejet dans le milieu naturel la réalisation :

- d'une noue enherbée de dépollution pour recueillir les eaux pluviales du parking Est
- d'une noue enherbée de dépollution pour recueillir les eaux pluviales du parking Ouest
- de techniques constructives de type « Evergreen » pour ces parkings

De plus, un plan d'alerte en cas de crue devra être établi précisant les modalités d'évacuation des parkings conformément au P.P.R. des communes du Moyen Vidourle.

- **DONNE RECEPISSE DE LADITE DECLARATION** à charge pour l'intéressé de se conformer aux pièces et plans du dossier présenté, sous peine d'encourir les poursuites prévues au titre des articles L 216-6 à 13 du Code de l'Environnement et du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 ;
- rappelle certaines dispositions applicables aux opérations soumises à déclaration :
 - lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle mentionnée au dossier de demande de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.
 - Cette déclaration doit mentionner s'il s'agit d'une personne physique : les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration : il est donc donné acte de la déclaration.
 - La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la demande de déclaration d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou à défaut, par le propriétaire auprès du Préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.
 - Tout incident ou accident intéressant une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité entrant dans le champ de la déclaration et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés aux articles L 210-1 à 6 du Code de l'Environnement doit être déclaré par toute personne ayant connaissance de celui-ci, au Préfet et au Maire intéressé dans les meilleurs délais.
 - En cas de retrait ou de suspension d'autorisation ou de mesure d'interdiction d'utilisation, de mise hors service ou de suppression, l'exploitant, ou à défaut, le propriétaire de l'ouvrage, de l'installation ou de l'aménagement concerné ou le responsable de l'opération est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou de la remise en état des lieux de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage, de l'installation ou du chantier et de l'écoulement des eaux.

- Si les dispositions énumérées à l'alinéa précédent ne sont pas prises, le Préfet pourra, indépendamment des poursuites pénales, soit :
 - faire consigner une somme correspondant aux travaux à réaliser,
 - procéder d'office aux travaux,
 - suspendre, s'il y a lieu, l'autorisation jusqu'à exécution des travaux.

Le Préfet,

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Philippe G. L.

